

ALGÉRIE-FRANCE

M. Djerad reçoit le ministre français de l'Intérieur

P. 24

AFFAIRE KHALIFA BANK

Ouverture du procès à la cour de Blida

P. 24

COUR D'ALGER

Une peine de 18 ans de prison ferme requise à l'encontre de Mahieddine Tahkout, 12 ans contre Ouyahia et Sellal

P. 24

FEUX DE FORÊTS AU CENTRE DU PAYS

Priorité à la maîtrise et à la protection des personnes et du patrimoine forestier

Un total de 41 feux de forêts a été enregistré durant la journée du vendredi 6 novembre ayant touché huit (08) wilayas du pays, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural. Deux personnes ont péri et plusieurs hectares de couvert végétal détruits dans des incendies qui se sont déclarés vendredi dans des wilayas du centre du pays. Descendu sur le terrain, à Tipasa, M. Djerad a indiqué que "la thèse de l'acte criminel n'est pas écartée", annonçant l'ouverture d'une "enquête minutieuse" pour déterminer les circonstances de ces incendies. Il a par ailleurs rendu visite aux familles des victimes en signe de solidarité avec elles. De son côté, le ministre de l'agriculture a fait savoir que la priorité est accordée à la maîtrise totale des incendies et à la prise en charge des besoins des citoyens touchés.

P.p 3-5

DKnews/APS



AGRICULTURE-IRRIGATION

La superficie irriguée passe à 1,4 million d'hectares

P. 6

SYSTÈME SANITAIRE ALGÉRIEN

"Il doit être revu pour corriger certains dysfonctionnements"

P. 4

GASTRONOMIE - PATRIMOINE

Ouargla : khobz El-Mella, une tradition culinaire bien ancrée

P. 8

SANTÉ

CANCER DE LA PROSTATE

A-t-il un lien avec l'alimentation ?

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2021 (QUALIFICATIONS/ GR.H)

Belmadi dévoile une liste de 24 joueurs pour le Zimbabwe

P. 21



PATRIMOINE CULTUREL

La citadelle d'Alger ouvre ses portes aux visiteurs

P. 16

FISCALITÉ

Lancement du système d'information "Jibaya'tic" (DGI)

P. 2

PRÉSIDENCE

M. Abdelhafid Allahoum se rend au chevet de M^{me} Bouregaa

Le conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, s'est rendu dimanche au chevet de la veuve de Lakhdar Bouregaa, hospitalisée à la clinique les Glycines (Alger), afin de s'enquérir de l'évolution de son état de santé, a-t-on appris de la Présidence de la République.

La même source a précisé que l'état de santé de Mme Bouregaa a connu une "amélioration notable".

M. Abdelhafid Allahoum lui a réitéré, à cette occasion, les condoléances du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, suite au décès du moudjahid Lakhdar Bouregaa, survenu mercredi dernier à l'âge de 87 ans.

Le conseiller du Président de la République avait également rendu visite samedi dernier à la famille du défunt moudjahid, a-t-on indiqué de même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
7 décès et 153 blessés durant les dernières 24 heures

Sept (07) personnes ont trouvé la mort et 153 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan publié dimanche par les services de la Protection civile.

Les secours de la Protection civile sont intervenus également durant cette période pour prodiguer les premiers soins à 9 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains à travers les wilayas de Médéa (5 personnes) et Sétif (4 personnes).

Par ailleurs, un total de 415 agents, tous grades confondus et 67 ambulances ainsi que 61 engins d'incendie ont été mobilisés durant la même période par la direction générale de la Protection civile pour effectuer des opérations de sensibilisation des citoyens et de désinfection générale des quartiers à travers 37 wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 75 opérations de sensibilisation à travers 15 wilayas (60 communes) pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale ainsi que 78 opérations de désinfection générale à travers 22 wilayas.

Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, le communiqué de la Protection civile.

GHARDAÏA

Un enfant meurt écrasé par un minibus

Un enfant de huit ans (8) est mort samedi, écrasé par un minibus dans le quartier dit "Hadj-Messaoud" au centre-ville de Ghardaïa, a-t-on appris dimanche auprès de la protection civile.

L'accident s'est produit lorsque la victime traversait la route avant d'être écrasé par le bus, et le corps de l'enfant décédé sur place a été évacué par les éléments de la protection civile vers la morgue de l'Hôpital "Brahim Tirichine".

Le chauffeur du minibus a lui été interpellé par les éléments de la sûreté et une enquête est ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ELECTRICITÉ - PERTURBATION

Alger : perturbation en électricité dans certains quartiers de Chéraga



Plusieurs quartiers de la commune de Chéraga dans la wilaya d'Alger enregistrent, aujourd'hui une perturbation en alimentation en électricité pour travaux d'entretien des postes électriques, a annoncé, dimanche la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Cette perturbation dans l'alimentation en électricité survenant lundi (demain) de 9h00 à 16h00 affectera les quartiers suivants: Cité Soprel, Lycée 1000 places Bouchaoui 3 et Bouchaoui 3 (en partie), a précisé la même source.

Par ailleurs, la direction de distribution de Bologhine ainsi que la Concession de distribution d'Alger informent leur clientèle avoir mis à leur disposition le numéro vert 3303 tout en s'excusant des désagréments occasionnés par cette coupure de l'alimentation en électricité.

TIZI-OUZOU

Un mort et sept blessés dans le dérapage d'un semi-remorque



Une personne est morte et sept autres ont été blessées dans le dérapage d'un camion semi-remorque, samedi soir, à Tizi-Ouzou, a-t-on appris dimanche de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la Route nationale 12 à la sortie Est de Tizi-Ouzou, à hauteur du pont qui mène vers Aghribs et Azazga.

Le conducteur du camion a perdu le contrôle de son véhicule et a dérapé entraînant avec lui cinq véhicules légers.

Il est mort sur le coup, a-t-on ajouté de même source.

Les sept blessés de l'accident ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital d'Azazga et le corps de la victime décédée déposé à la morgue du CHU de Tizi-Ouzou, a-t-on indiqué.

FISCALITÉ

Lancement du système d'information "Jibaya'tic" dans divers centres d'impôts (DGI)



La Direction générale des Impôts (DGI) a annoncé samedi le lancement du système d'information "Jibaya'tic" dans divers centres d'impôts, et ce dans le cadre de la mise en œuvre du programme de modernisation de l'administration fiscale.

"Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme de modernisation de l'administration fiscale, dans son volet numérisation, la DGI informe l'ensemble des contribuables relevant du Centre Des Impôts (CDI) d'Alger-Centre et du Centre de Proximité des Impôts (CPI) de Ain Bessam (wilaya de Bouira) du lancement du système d'information Jibaya'tic au niveau de ces structures", a précisé l'Administration fiscale dans un communiqué publié sur son site web.

Par conséquent, la DGI a demandé aux contribuables concernés de prendre attache avec les structures sus-citées, à l'effet d'être informés sur les modalités d'accomplissement de leurs obligations fiscales dans le cadre de ce système.

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA lance l'activité dans sept nouvelles agences



La Banque Nationale d'Algérie (BNA) vient de lancer l'activité de la Finance islamique au niveau de sept (7) nouvelles agences pour atteindre un total de cinquante-neuf (59) agences réparties sur quarante-quatre (44) wilayas commercialisant les produits de la finance islamique, a annoncé dimanche la BNA dans un communiqué. Il s'agit de l'agence Touggourt "941" dans la wilaya de Ouargla, de l'agence "482" dans la wilaya de Annaba, de l'agence "743" dans la wilaya de Skikda, de l'agence "624" des Pins Maritimes dans la wilaya d'Alger, des agences Tipaza "438" et Cherchell "427" dans la wilaya de Tipaza et de l'agence "704" dans la wilaya de Sétif, a précisé la même source.

La BNA a rappelé dans le même sillage, que l'offre de lancement propose à tous les segments de la clientèle (particuliers, professionnels ou des entreprises), neuf (09) produits conformes aux préceptes de la Charia Islamique.

"Ces produits sont réparties en deux grandes catégories qui sont les produits d'épargne et de placement de fonds, le compte chèque islamique, le compte courant islamique, le compte épargne isl amique, le compte épargne islamique (Jeunes) et le compte d'investissement islamique non restreint", a expliqué la BNA.

Pour les produits de financement, la BNA a cité "Mourabaha immobilier, Mourabaha équipement, Mourabaha automobile et Ijara" ajoutant que les détails des dits produits ainsi que les simulateurs MOURABAHA et IJARA sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz.

"Toute information concernant l'activité et les agences commercialisant les produits qui lui sont liés sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la Banque", a tenu à préciser la même source.

FEUX DE FORÊTS DANS LE CENTRE DU PAYS

41 incendies enregistrés dans 8 wilayas durant la journée du vendredi (ministère)

Un total de 41 feux de forêts a été enregistré durant la journée du vendredi 6 novembre ayant touché huit (08) wilayas du pays, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural.

Selon un bilan de situation des feux de forêts hors campagne arrêtée au samedi 7 novembre à 10h00, le ministère a fait savoir que 41 incendies ont été enregistrés vendredi 6 novembre à travers huit (08) wilayas, à savoir, Tlemcen, Blida, Sidi Bel Abbes, Oran, Chlef, Ain Témouchent, Tipaza et Mostaganem.

La wilaya de Tlemcen a enregistré le plus grand nombre de foyers d'incendie (15) tous maîtrisés, suivie de Blida avec neuf (09) foyers, dont huit (08) maîtrisés et un en cours, ainsi que Sidi Bel Abbes avec six (06) foyers tous maîtrisés, a ajouté la même source.

La wilaya d'Oran a enregistré quatre (04) foyers tous maîtrisés, tandis que Chlef subit trois (03) foyers en cours alors que Ain Témouchent a connu deux (02) foyers maîtrisés. Les wilayas de Tipaza et de Mostaganem,



et des températures élevées pour la saison", a tenu à souligner le ministère. Par ailleurs, la même source a signalé le décès de deux (02) personnes propriétaires d'un poulailler situé dans la commune de Gouraya (Tipaza), ainsi que l'évacuation d'une trentaine de citoyens asphyxiés par la fumée.

De plus, par mesure préventive, la RN 11 a été fermée à la circulation vendredi après

midi. D'autre part, la situation des feux de forêts durant la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêts, depuis son lancement le 1er juin 2020 au 31 octobre 2020, a enregistré une superficie totale parcourue par le feu estimée à 42.338 ha, engendrés par 3.292 foyers d'incendies, a précisé le ministère.

Au niveau des forêts, 15.587 ha ont été touchés (37% de la superficie totale parcourue par le feu), alors que 13.552 ha ont été touchés au niveau des maquis (32% de la superficie totale parcourue par le feu) tandis que les incendies ont parcouru 13.199 ha de broussaille (31% de la superficie totale parcourue par le feu).

Ces chiffres représentent une moyenne de 22 foyers par jour et une superficie de 12,86 ha par foyer, a-t-on souligné de même source.

Deux morts et plusieurs hectares de couvert végétal ravagés dans le centre du pays

Deux personnes ont péri et plusieurs hectares de couvert végétal détruits dans des incendies qui se sont déclarés vendredi dans des wilayas du centre du pays. Dans la wilaya de Tipasa, des incendies, qui se sont déclarés dans la région de Gouraya, ont causé la mort de deux personnes, encerclées par les flammes dans un poulailler situé à douar Mehaba, région la plus touchée par les feux. Plus de soixante personnes légèrement blessées ou asphyxiées par l'épaisse fumée qui a recouvert la zone ont été également déplorées, a indiqué le directeur local de la Santé, rassurant que l'ensemble des victimes ont quitté l'hôpital en début de matinée. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, s'est rendu dans l'après-midi dans la wilaya pour s'enquérir de la situation. M. Djerad a indiqué que "la thèse de l'acte criminel n'est pas écartée", annonçant l'ouverture d'une "enquête minutieuse" pour déterminer les circonstances de ces incendies. Il a par ailleurs rendu visite

aux familles des victimes en signe de solidarité avec elles. M. Djerad a assuré que le phénomène des feux de forêts "sera maîtrisé par l'Etat", affirmant que "les lois et règlements seront rigoureusement appliqués". Les incendies se sont déclarés à travers l'ensemble du territoire national d'est en ouest et en même temps, ce qui nous amène à penser logiquement à l'hypothèse de mobiles criminels", a-t-il relevé. A Bejaia, plus de 30 hectares de végétation, essentiellement d'essences forestières, ont brûlé ces dernières 24 heures, dans 19 de feux enregistrés dans le sud de la wilaya sur l'axe reliant Tizi-berber à Beni-Maouche sur un rayon de 80 km. Sept feux ont été jugés importants, notamment celui du massif de Kendira, qui a détruit une superficie de plus de 15 hectares. A la mi-journée, tous les incendies ont été éteints, mais en début d'après-midi, les autorités locales ont rapporté deux autres départ de feux dans la région d'El-kseur, notamment

à Taghmet où un feu relativement important a été signalé. A Boumerdes, cinq incendies se sont déclarés vendredi soir dans les localités de Bordj Menail, Thénia, Keddara, Bouzga, Larbaatcha, détruisant 12 ha de maquis et broussailles. Dans la wilaya de Bouira, un incendie a été recensé dans la localité de Haizer, où les flammes ont ravagé un hectare de chêne-liège. Et, les équipes d'intervention de la Protection civile de la wilaya de Chlef poursuivaient leur intervention pour maîtriser un incendie qui s'est déclaré dans la forêt de Sidi Ali dans la commune de Oued Goussine. Les sapeurs-pompiers ont réussi à sauver des flammes plusieurs étables, poulailler et serres agricoles situés à proximité du foyer d'incendie. Quant à Blida, les éléments de la Protection civile ont éteint dix feux de forêts qui se sont déclarés au niveau de la chaîne de l'Atlas blidéen et dans d'autres régions limitrophes, sans faire de victimes.

"Aucun doute sur leur caractère criminel" (Abdelaziz Djerad)

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé samedi à Tipasa que les derniers feux de forêt qu'a connus l'Algérie et qui ont provoqué le décès de deux personnes dans cette wilaya, "ne laissent aucun doute sur leur caractère criminel".

"Lors de sa visite (dans la localité de Gouraya), le Premier ministre a déclaré que les incendies déclarés simultanément la nuit du vendredi 6 au samedi 7 novembre, aux alentours de plusieurs villes, ne laissent aucun doute sur leur caractère criminel", indique un communiqué des Services du Premier ministre.

Le chef de l'exécutif, cité dans le communiqué, a soutenu que "le témoignage de citoyens de Gouraya confirme cette réalité". Selon la même source, M. Djerad "a souligné que les auteurs de ces incendies et destructions volontaires subiront le châtiment que leur réservent les dispositions pénales en vigueur dans notre pays, notamment les articles 396 et 396 bis" du code pénal. Le Premier ministre a lancé, à l'occasion, un appel aux citoyens pour "redoubler de vigilance et pour se mobiliser fortement pour la préservation des biens et des personnes et la sauvegarde de ce patrimoine national".

Il a rappelé, lors de sa visite, que "le problème des feux de forêts se pose avec acuité dans notre pays du fait son impact d'autant plus dévastateur qu'il intervient dans un contexte de rareté des forêts et de menaces de désertification, alors que nous ne possédons que 4,1 millions d'hectares de forêts, ce qui correspond à un faible taux de reboisement de 1,76%".

Pour M. Djerad, "la menace des feux de forêts est d'autant plus forte qu'ils sont récurrents et rapprochés avec un intervalle de retour de moins de 10 ans, entraînant des effets dévastateurs au plan écologique". Les incendies meurtriers enregistrés ont par ailleurs, des conséquences écologiques désastreuses, à l'instar de la déforestation, la destruction du couvert végétal, l'effondrement de la biodiversité, ou encore l'assèchement des sols, la diminution des ressources en eau et la pollution de l'air", a-t-il ajouté.

Il a salué, dans ce contexte, les "prouesses" accomplies par les principaux acteurs en charge de la mise en œuvre du dispositif national de prévention et de protection contre les incendies de forêts, à savoir la protection civile, responsable de la lutte contre la propagation des incendies, et les services forestiers en charge des opérations de protection et d'aménagement, ainsi que les communes, les services des travaux publics, les services agricoles et d'autres intervenants pour "contenir la catastrophe".

La plupart des foyers circonscrits (Hemdani)

Tous les feux de forêt qui se sont déclarés vendredi dans plusieurs wilayas ont été circonscrits, à l'exception d'un seul à Chlef, a affirmé samedi à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani. La priorité est accordée, actuellement, à la maîtrise totale des incendies et à la prise en charge des besoins des citoyens touchés avant que les autorités concernées n'enquêtent pour déterminer les causes de ces incendies, a déclaré le ministre à la presse à l'issue d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Cependant, le ministre a expliqué qu'indépendamment de l'existence d'éventuelles causes dont l'homme serait à l'origine, le couvert forestier a souffert ces derniers jours du phénomène du "sirocco" (vent saharien violent, très sec et très chaud). Plusieurs feux de forêt s'étaient déclarés vendredi simultanément dans plusieurs wilayas de l'ouest et du centre du pays, ayant fait quatre morts dont deux victimes dans la wilaya de Tipasa et deux enfants à Chlef, selon le bilan provisoire des services de la Protection civile. Ces feux de forêt sont survenus en dehors de la période de la campagne nationale de lutte contre les feux de forêt, qui s'étend de juin à fin octobre de chaque année. Dans un bilan présenté par le ministre lors de l'audience, 41.648 hectares ont été ravagés par les feux, dont 15.346 hectares forestiers, répartis sur 3.141 foyers, entre début juin et 21 octobre. Les personnes touchées par ces incendies ont été prises en charge, grâce à des affectations d'une valeur de près de 600 millions Da provenant des fonds du secteur au profit de 26 wilayas, a-t-il détaillé.

L'acte d'une bande criminelle visant l'affaiblissement de l'Etat algérien (HCI)

Le Haut conseil islamique (HCI) a estimé dimanche que la vague de feux de forêts, déclarés simultanément vendredi dans plusieurs wilayas, seraient l'acte d'une bande ayant fait de la criminalité un moyen pour affaiblir l'Etat algérien. Cette bande criminelle "lâche, a exercé sa violence inutile sur la nature, car découragée d'attaquer les infrastructures sur lesquelles veillent des défenseurs parmi les jeunes algériens", indique un communiqué du HCI. Qualifiant ce clan de "vils collabos qui vendent illusoirement et déshonorent leur honneur et celui de leur patrie", le HCI a affirmé que ces individus "vandalisent leur pays de leur plein gré,

égayent leur ennemi en s'humiliant et croyant par sottise bien faire". Fascinés par leurs rêves, les auteurs de "ce crime haineux croient porter un coup à l'Algérie en se vengeant de la nature et de toutes ces forêts glorifiantes qu'Allah a créées, pourtant, ils ignorent que l'Algérie possède des citoyens dévoués, un œil veillant constituant le corps de la Protection civile soutenu par les gardes forestiers et bien des patriotes qui ont contribué à éteindre le feu, sauver les populations menacées et délivrer les animaux de ce crime violent", rapporte la même source. A ce propos, le HCI a salué les agents de la Protection civile "qui ont fait montre de courage

et de vigilance suscitant l'irritation de l'ennemi avant l'enjouement du patriote ami", louant par la même les efforts "des héros de la Garde des forêts, dignes héritiers des ascendants libérateurs de l'Algérie du joug colonial, et qui méritent considération et salutations de la part de la toute la nation". Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait affirmé samedi depuis la localité de Gouraya à Tipaza que les incendies déclarés simultanément la nuit du vendredi aux alentours de plusieurs villes, ne laissent aucun doute sur leur caractère criminel", estimant que "le témoignage des citoyens de Gouraya confirme cette réalité".

La fédération nationale des travailleurs de forêts exprime sa "vive" inquiétude

Le secrétariat exécutif de la Fédération nationale des travailleurs des forêts, de l'environnement et de la nature, a fait part samedi, de sa "vive" inquiétude vis-à-vis des feux de forêt ayant touché plusieurs wilayas, appelant les pouvoirs publics et tous les acteurs à "la nécessité d'accorder une attention toute particulière au présent et au devenir du patrimoine forestier". La Fédération qui estime dans son communiqué que ces incendies sont "une seconde vague d'une campagne synchronisée de feux de forêts", a déploré vivement "la perte de vies humaines, l'enregistrement d'un nombre de blessés et l'état de psychose et de peur générés parmi les citoyens". A ce titre, la Fédération a salué le rôle de la Protection civile et des citoyens consistant à limiter les impacts

de ces incendies, affirmant que "le bilan aurait pu être désastreux, si ce n'est la bravoure des forestiers, des éléments de la Protection civile et des bénévoles qui ont risqué leur propre vie et ont fait face aux flammes, en défiant les dangers qui les guettaient, en dépit de la tâche ardue et des conditions de travail difficiles". Pour lutter contre ce phénomène, la Fédération nationale a appelé les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs, à la nécessité d'accorder un intérêt tout particulier au présent et au devenir du patrimoine forestier, mettant l'accent sur l'impératif d'œuvrer à la préservation de la sécurité de la population riveraine, se des biens et de sa source de revenus, ainsi qu'à la prise en charge "urgente" du secteur des forêts.

SANTÉ

"Le système sanitaire algérien doit être revu pour corriger certains dysfonctionnements" (ministre)

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a affirmé samedi à Alger que le système de santé algérien devait être revu afin de "corriger certains dysfonctionnements et erreurs".

Présentant le projet du budget de son secteur dans le cadre de la loi de Finances 2021 devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Benbouzid a précisé que "le système de santé en Algérie doit aujourd'hui être revu pour parvenir à une justice sociale plus efficace et solutionner les dysfonctionnements et les erreurs", d'autant plus que "le nombre des populations a augmenté par rapport aux années précédentes, y compris les demandes sanitaires".

Après avoir souligné "l'irréversibilité de la gratuite des soins", le ministre a révélé que ses services avaient commencé "un travail de révision de ce système. Néanmoins, ce travail s'est arrêté en raison de l'orientation de tous les efforts vers la lutte contre la pandémie du Coronavirus".

Il a également indiqué que "certains projets de loi dans le secteur de la santé ont été retardés, mais un travail est en cours à l'effet de booster le secteur".

A cette occasion, M. Benbouzid a affirmé que "toutes les statistiques fournies à pro-



pos des victimes de la pandémie sont correctes et qu'il n'y a aucun intérêt à les manipuler", ajoutant qu'au "début de cette pandémie, il y avait des cas de décès considérés comme victimes de ce virus en raison des symptômes similaires tels la température élevée".

En ce qui concerne l'acquisition du vaccin contre cette pandémie, le ministre a réaffirmé que l'Algérie avait signé un accord avec 170 pays en vue d'un "achat collectif de ce vaccin et de bénéficier des réductions sur son prix, oscillant de 3 à 38 USD".

Répondant aux demandes des députés relatives à la fermeture des établissements éducatifs, le ministre a indiqué que cette décision est "souveraine", rappelant que la décision de reprise des cours en classes répondait à l'opinion de la majorité des parents d'élèves".

Par ailleurs, le ministre a révélé que le total des affectations budgétaires du secteur de la santé pour l'exercice 2021 s'est élevé à 527.961.509.000 Da, soit une hausse de "2,42 % par rapport au budget de l'exercice 2020. Les dépenses

allouées au personnel des établissements de santé au titre de la loi de finances 2021, se sont élevées à 34.856.364.500 Da", détaille le ministre qui ajoute qu'un "montant de 105.658.151.000 Da a été affecté comme dépenses de gestion des établissements de santé".

Après la mise en service de nouveaux établissements de santé, il a été procédé, au titre de l'année 2021, poursuit le ministre, à l'ouverture de "nouveaux postes, à savoir, 1800 praticiens spécialistes, 600 médecins généralistes, 9150 paramédicaux et 500 agents administratifs", ainsi que 100 psychologues, 100 biologistes, 1400 agents contractuels, outre "12 000 postes dans le cadre de l'insertion des diplômés universitaires. De plus, les dépenses dédiées à la prévention ont été maintenues et sont de l'ordre de 10.096.130.000 Da", a-t-il ajouté.

Le budget d'équipement pour le même exercice, a connu "une diminution considérable", indique le ministre qui explique la raison par, entre autres, "la priorité accordée à l'achèvement des projets en cours" et "la suspension de l'inscription de nouveaux programmes sauf en cas de nécessité".

HISTOIRE-CHOUHADA-COMMÉMORATION

Le parcours militant de Ziane Achour, "source d'inspiration pour les générations"

Le parcours militant de Ziane Achour constitue "une source d'inspiration des valeurs de nationalisme et de patriotisme pour les générations", ont considéré samedi les participants aux activités commémoratives du 64ème anniversaire de la mort de cet héros tenues au village El Beyadh dans la commune de Besbès (180 km à l'Ouest de Biskra). Le militantisme de cet héros à l'intérieur et l'extérieur du pays avant et durant la glorieuse révolution libératrice jusqu'à sa mort au champ d'honneur "doit inspirer les jeunes d'aujourd'hui", a considéré le président de l'Association zer novembre 1954, le moudjahid, Bachir Zagher. Il a également rappelé que Mostefa Benboulaïd disait à propos d'Achour Ziane qui avait pris en charge l'organisation de la révolution dans les régions du Sahara "c'est l'homme sur lequel l'on compte dans le Sahara". Ce moudjahid a ajouté que Ziane surnommé "le lion du Sahara" sillonnait courageusement le Sahara pour le recrutement de moudjahidine et avait réussi à former une armée forte composée des moudjahidine de diverses régions tout en assurant l'armement et l'approvisionnement jusqu'à sa mort au champ d'honneur dans la bataille Oued Khelfoun le 7 novembre 1956 près du mont Thameur de Boussaâda. De son côté, le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Ali Allia, a affirmé que le nom de Ziane Achour reste à tous jamais attaché à l'histoire du militantisme dans la région. Ziane Achour qui jouissait du respect des chefs de la révolution et des notables de la région avait réussi à recruter près de 1.200 combattants ayant composé l'armée qu'il dirigeait, a souligné de son côté Driss Ghacha, président de l'Association "Jeunesse intellectuelle d'Ouled Djellal". La commémoration qui s'est déroulée en présence des autorités locales, de représentants de la famille révolutionnaire et de jeunes a donné lieu à l'entonnement de l'hymne national et la lecture de la Fatïha à la mémoire des chouhada ainsi qu'à la visite de la stèle commémorative érigée en hommage au chahid Ziane Achour au village El Beyadh.

AGRICULTURE

Hemdani : "vers la création d'une banque dédiée au financement des agriculteurs"

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural examine une nouvelle stratégie pour réviser le système de financement des agriculteurs basée sur la création d'une nouvelle banque dédiée à cette catégorie, a indiqué samedi à Alger le ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani.

M. Hemdani qui intervenait devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au débat du projet de loi de finances (PLF 2021) que son département ministériel présenterait avant la fin de l'année en cours le dossier du financement des agriculteurs, qui comprend la création du "Crédit de coopération agricole".

Des experts travaillent actuellement sur le projet de cette banque sectorielle qui devra réformer le système de financement des agriculteurs, car il est "impossible de continuer à travailler avec ce système", a-t-il ajouté. Le financement des agriculteurs est l'un des trois dossiers retenus par M. Hemdani comme une priorité sectorielle à présenter dans les prochains mois, en sus de la révision du système d'assurance agricole et d'amélioration des conditions sociales de s agriculteurs, notamment en leur permettant de bénéficier d'une assurance sociale et d'une retraite.

M. Hemdani a également fait état de l'élaboration de trois projets de loi pour l'année prochaine, à savoir: la loi sur les forêts qui visera à "transformer ces espaces en un secteur économique vital et productif", la loi portant orientation agricole et la loi, qui sera présentée pour la première fois, relative aux zones pastorales.

D'autre part, le ministre a évoqué l'importance de la création de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en régions sahariennes qui servirait de guichet unique au service des investisseurs agricoles

et permettra d'éliminer la lenteur des procédures administratives. Répondant à une question relative à l'alimentation en électricité des exploitations agricoles, le ministre a affirmé qu'une convention avait été récemment signée avec le ministère de l'Énergie sous la supervision du Premier ministre, permettant à Sonelgaz d'entamer le raccordement en électricité dès la réception de la demande sans aucune avance et en reportant le paiement des frais jusqu'au démarrage du projet. Concernant les importations de poudre de lait, il a relevé que la nouvelle feuille de route du secteur approuvée par le Conseil des ministres le 26 juillet dernier, comprend plusieurs mesures pour réduire la facture d'importation dans ce domaine, dont l'utilisation partielle de lait frais produit localement.

À ce propos, il a expliqué que l'intégration d'une quantité de 200.000 litres par jour de lait de vache frais dans la production de lait en sachets permettra d'économiser un montant de 40 millions de dollars par an de la facture d'importation de poudre de lait. Le ministère a élaboré un plan visant à augmenter progressivement les parts du lait frais utilisées comme matière première dans la production chaque année, en vue de réduire considérablement la proportion de poudre importée.

Concernant le problème des prix élevés récemment des aliments de bétail, M. Hemdani a assuré que l'Etat avait pris les mesures nécessaires, dont les résultats avaient commencé à être ressentis sur le terrain à partir de la semaine dernière. Ces mesures englobent l'importation de quantités d'orge et la fourniture d'aliments composés, qui sont principalement produits à partir de maïs à des "prix étudiés" par l'Office national des aliments de bétail (ONAB).

Le problème de manque d'aliments de

bétail est dû à la pénurie de stocks d'orge au niveau de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAC) qui n'ont pas dépassé cette année 300.000 quintaux contre 3,5 millions de quintaux x les années précédentes, ce qui ne reflète pas le niveau réel de production d'orge en Algérie.

Cela remet en question la véritable destination de l'orge produite localement à un moment où les agriculteurs de cette filière bénéficient des prix subventionnés en ce qui concerne les engrais et les semences, a indiqué le ministre qui a annoncé à cet égard qu'il avait instruit l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) d'empêcher les producteurs d'orge de bénéficier des prix subventionnés pour les intrants sans un accord préalable pour la récupération d'un pourcentage de leur production.

Préparer un système "ternaire" à même de réguler la relation entre éleveurs, abattoirs et instances de soutien

Dans le même contexte, M. Hemdani a fait savoir que le ministère de l'Agriculture étudiait actuellement, en consultation avec les associations interprofessionnelles représentant les éleveurs, un "système contractuel ternaire" comptant les éleveurs, les abattoirs et l'office national de les aliments du bétail.

En vertu de ce nouveau système, l'éleveur pourra recevoir ses redevances dès la livraison de la viande à des prix raisonnables au niveau de l'abattoir, ce qui lui permettra également de recevoir le fourrage. Cela permettra aussi de réguler les transactions entre les trois parties, de contrôler la qualité et les quantités et d'éviter toute forme de manipulation et de spéculation, avec possibilité d'exportation, a-t-il affirmé.

Lors de la séance présidée par Hamid

Abdat, vice-président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, les députés ont souligné la nécessité de faciliter les investissements dans le domaine agricole car étant "le seul secteur à même de se substituer aux revenus pétroliers". Cela se traduit particulièrement à travers le règlement du problème de raccordement à l'électricité, l'ouverture des voies rurales et la résolution de l'augmentation des coûts de production qui ne cessent de peser lourdement sur "les agriculteurs", outre la contribution à l'organisation de la commercialisation de leurs produits. Dans le même contexte, les députés ont appelé à accélérer la régularisation du foncier agricole, mettre un terme à la bureaucratie et chercher de meilleurs mécanismes de financement des activités agricoles. Dans son allocution liminaire, le vice-président de la commission des finances et du budget a souligné l'importance de prôner une vision claire et cohérente et de mettre en place une stratégie nationale sur la base d'une approche participative associant toutes les parties concernées (agriculteurs, autorités locales, etc.).

Les cadres et les compétences des instituts techniques sont tenus de développer les filières agricoles, d'augmenter les capacités de stockage et de réaliser leurs structures. L'Etat, quant à lui, doit mettre en place des mécanismes pour réguler le marché et lutter contre la spéculation, a-t-il dit. Il a appelé à inscrire l'investissement agricole dans la perspective du "développement durable" et à encourager l'investisseur local par la suppression des obstacles auxquels il se heurte pour développer la production locale grâce à la biodiversité de l'Algérie, soulignant la nécessité d'observer les normes internationales pour pouvoir accéder aux marchés internationaux.

TIZI-OUZOU

Plus de 50 ha de couvert végétal ravagé par les flammes

Plus de 50 hectares de couvert végétal ont été ravagés par des incendies qui s'étaient déclarés vendredi dans plusieurs localités de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la protection civile.

Selon un bilan provisoire, communiqué en fin de journée par les services de la protection civile, les dégâts ont été causés par 44 incendies, dont six importants ayant touché notamment les forêts d'Azeffoune, Tizi Ghenif et Béni Douala.

L'on déplore des dégâts dans le patrimoine forestier notamment le chêne Liège, les maquis et broussailles, mais aussi des arbres fruitiers notamment des oliviers, a-t-on ajouté. L'ensemble des incendies ont été éteints, a-t-on affirmé de même source.



ORAN

Traitement anticipé des champs d'orangers contre la cératite

Des producteurs d'agrumes (oranges) d'Oran ont réussi à mettre un terme aux nuisances de l'insecte de la Méditerranée (cératite) qui menace les champs d'arbres fruitiers en général à un traitement anticipé, a-t-on appris auprès de la station régionale de protection végétale de Misserghine. Ils sont parvenus à empêcher la prolifération de la cératite, appelée aussi "mouche des fruits", en tirant la sonnette d'alarme sur ce parasite et en procédant à un traitement immédiat pour éviter des pertes et réaliser une production qualitative et quantitative, a indiqué de la directrice de la station, Mme Bekri.

A chaque saison, la cératite apparaît dans les champs d'orangers, mais les agriculteurs interviennent après que les

fruits sont infectés. Les cadres de la station ont anticipé cette saison et sont intervenus avant la prolifération du parasite, a-t-elle fait savoir, soulignant que les tournées d'inspection à travers les champs d'agrumes d'Oran ne font part d'aucune perte à cause de cet insecte qui a été maîtrisé avant et que les oranges en vente dans les marchés sont saines.

Pour empêcher la prolifération de ce parasite, la station a lancé une alerte agricole à la mi septembre dernier, ce qui a permis aux agriculteurs de prendre les précautions nécessaires et tendre des pièges au niveau de la forêt de Boutlélis, de Misserghine et de M'sila, selon la même responsable.

Après constat, la station a informé les

agriculteurs du traitement immédiat par l'utilisation de l'insecticide homologué, tout en organisant des actions de sensibilisation des producteurs et une émission sur les ondes de la Radio d'Oran.

A titre préventif, la même station a présenté un programme d'intervention de traitement mécanique après la cueillette des oranges pour éliminer le cocon de mouche présent dans le sol, a-t-on fait savoir. La Direction des services agricoles (DSA) d'Oran prévoit une production, cette saison, de 40.754 quintaux d'oranges de différentes variétés sur une superficie de 369 hectares dont 159 ha réservés à la Clémentine contre 32.200 qx d'oranges sur une surface de 245 ha à la saison de l'année précédente.

ADRAR

Des projets retenus pour les communes et zones d'ombre de la daïra d'Aoulef

La daïra d'Aoulef, située dans le territoire de Tidikelt (250 km Est d'Adrar), s'est vu accorder une série de projets de développement, tous secteurs confondus, retenus pour ses quatre communes et zones d'ombre, susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale, a-t-on appris des responsables de la wilaya d'Adrar.

La commune de Tit, a ainsi bénéficié, au titre du plan communal de développement (PCD-2020), de projets d'extension et de rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'assainissement, transfert de l'exutoire hors tissus urbains, en plus du parachèvement du projet de lutte contre la remontée des eaux par la réalisation d'un nouveau réseau d'assainissement.

L'aménagement d'une salle de soins, la rénovation du réseau d'éclairage public, ainsi que le raccordement de plus de 260 foyers au réseau de gaz naturel, font partie des opérations de développement retenues pour cette collectivité.

Cette dynamique de développement s'est renforcée dans la commune d'Akebli par le lancement d'un projet de réalisation d'une route reliant, sur 35 km, cette commune au chef lieu de la daïra, tant attendue par la population locale, car épargnant aux malades et scolarisés l'utilisation de l'ancien tronçon dégradé. A ce titre, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, lors de sa dernière sortie d'inspection, dans la région, a mis

l'accent sur le nécessaire respect de la qualité conformément aux normes techniques adoptées, la réalisation aux abords de ce tronçon des bandes vertes pour protéger l'axe du phénomène d'ensablement envahissant cette commune.

D'autres opérations de développement ont été retenues à cette collectivité portant notamment rénovation et extension des réseaux d'AEP, d'assainissement et d'éclairage public, en plus de l'aménagement de salles de soins à travers bon nombre de vieux Ksour et zones d'ombre, la réalisation de deux salles de cours à l'école primaire du vieux Ksar Sahel, l'étude et la réalisation du nouveau siège de l'assemblée populaire (APC) de cette commune.

S'agissant de l'alimentation en gaz naturel, la commune a enregistré le raccordement de 590 foyers au réseau de gaz, en sus de 180 autres foyers raccordés au réseau d'électrification ainsi que deux (2) péri-mètres, totalisant 510 ha, au réseau d'électrification agricole.

La commune d'Aoulef s'est, de son côté, renforcée, au titre du plan communal de développement (PCD), de neuf (9) opérations consistant notamment dans la rénovation et l'extension des réseaux d'AEP et d'assainissement au niveau de certains vieux Ksour, la réhabilitation de la route traversant, à l'intérieur du tissu urbain, le tracé souterrain de la foggara "Bendraou", ainsi que l'aménagement et le revêtement en

pelouse synthétique des aires de jeux.

La réalisation d'un nouveau siège pour l'APC, l'équipement d'une annexe administrative, d'un bureau postal au vieux Ksar Tagrafi, la réalisation d'un marché à bestiaux, font également partie des opérations retenues pour la commune d'Aoulef. L'on relève également le lancement dernièrement des projets, inscrits au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), portant réalisation des axes routiers, l'aménagement urbain des vieux Ksour de la commune, rattachement de l'annexe administrative du vieux Ksar de Zaouiyet Haïnoune au réseau de fibres optiques par souci d'améliorer le service public.

Ceci, en plus d'autres projets de réalisation d'un stade polyvalent, d'un parcours d'athlétisme, la viabilisation et revêtement en tartan du terrain du stade communal de football, retenus pour le secteur de la jeunesse et des sports.

La commune d'Aoulef a, pour sa part, bénéficié d'un projet spécial pour le développement des zones d'ombre consistant en le raccordement de 3.500 foyers au réseau de gaz naturel, en sus de l'inscription d'une opération d'alimentation en énergie électrique de 60 foyers localisés au niveau de huit (8) vieux Ksour, ainsi que le raccordement de trois (3) périmètres agricoles, vastes de 514 ha, au réseau d'électrification agricole. Pour la commune de Timégane, elle a bénéficié elle, des projets de

réalisation de quatre salles de cours à l'école primaire sise au quartier 'AbouNouaré, l'alimentation du vieux Ksar Zaouiyet Moulay Hiba en gaz naturel, le lancement d'une tranche du projet de désenclavement, sur une distance de 36 km, des zones d'ombre des deux vieux Ksour Matarouane et Ain-Belbel, et l'aménagement des salles de soins existantes. Toutes ces opérations s'assignent comme objectifs l'amélioration des conditions de vie des populations locales de ce territoire aux importantes potentialités économiques prometteuses, agricoles, industrielles et touristiques, et constituant un point de transit névralgique à destination de la wilaya déléguée d'In-Salah, wilaya de Tamanrasset, ont indiqué les responsables de la wilaya d'Adrar.

BÉJAÏA

30 ha de végétation brûlés dans 19 incendies en 24 heures

Plus de 30 hectares de végétation ont brûlé ces dernières 24 heures dans la wilaya de Béjaïa, selon un bilan de la protection civile, qui durant cette même période, a déploré 19 départs de feux.

Parmi les foyers d'incendie, 07 ont été jugés importants, notamment celui du massif de Kendira, qui, à lui seul, a détruit une superficie de plus 15 hectares, a-t-on précisé. L'ensemble des sinistres ont eu comme théâtre, le sud de la wilaya sur l'axe reliant Tizi-berber à Beni-Maouche sur un rayon de 80 km, a indiqué la même source.

Ce samedi, à la mi-journée, tous les feux de forêts ont été éteints, a-t-on signalé, toutefois, deux autres incendies ont éclaté dans l'après midi, dans la région d'El-kseur, notamment à Taghdemt ou un feu relativement important a déclenché. Les raisons de l'apparition simultanée de ces feux, hors campagne, n'ont pas été précisé pour le moment.

APS

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 19 hectares de broussailles détruits par les flammes

Deux incendies de forêts, enregistrés dans la nuit du vendredi à samedi dans la wilaya d'Aïn Temouchent, ont détruit 19,5 hectares de broussailles et d'herbes sèches, a-t-on appris du directeur de wilaya de la protection civile.

Le premier incendie a détruit une superficie globale de 18 ha de broussailles à travers plusieurs sites dans la commune de Bouzedjar. Le déploiement des agents de la protection civile munis des équipements nécessaires a permis de maîtriser l'incendie, a indiqué à l'APS le commandant Mourad Bensalem. Le second incendie a été enregistré dans la commune de Beni Saf où 1,5 ha de roseaux et de broussailles ont été détruits. L'incendie a été circonscrit par les sapeurs pompiers, empêchant ainsi son extension vers la forêt limitrophe d'El Ançor, a indiqué le même responsable, soulignant que l'intervention rapide des agents de la protection a permis d'arrêter la progression des flammes vers six habitations et 10 jardins situés sur le site en question. D'autre part, les éléments de la protection civile d'Aïn Temouchent ont renforcé les efforts de leurs collègues d'Oran avec un soutien logistique et humain et la mobilisation d'équipes qui ont participé à l'extinction d'incendies enregistrés au niveau de la forêt de Madagh et autres sites à Oran, a fait savoir le commandant Bensalem. Dans la wilaya de Relizane, des incendies, qui se sont déclarés vendredi soir, ont ravagé quelque 660 arbres fruitiers dans la région d'Oued El Houza (commune d'El Kalâa) et 250 mètres carrés de broussailles dans le village de Bouchellil (commune de Relizane), en plus de 130 bottes de foin dans le douar "Douaïdia" à Yellel, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'officier de permanence des mêmes services, Chaïb Dour, a indiqué à l'APS que différentes unités de la protection civile sont intervenues pour éteindre les incendies ce qui a permis de sauver des habitations et des jardins voisins sans déplorer des pertes humaines. En application des directives de la Direction générale de la protection civile, la Direction de wilaya de Relizane a dépêché, à Chlef, une colonne dotée de six camions d'extinction et de 20 agents de différents grades pour l'extinction de l'incendie d'une forêt, selon la même source.

AGRICULTURE - IRRIGATION

La superficie irriguée passe à 1,4 million d'hectares

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a affirmé samedi à Alger que la superficie des terres agricoles irriguées est passée à 1,43 million d'hectares jusqu'à septembre dernier.

Lors d'une séance d'audition par la commission des finances et du budget de l'APN, dans le cadre du débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2021, M.

Hemdani a souligné que la superficie globale de terres irriguées, estimée à 650.000 hectares en 2010, a enregistré une hausse de 780.000 hectares durant cette dernière décennie.

Le ministre a précisé que la superficie globale des terres irriguées utilisant des systèmes d'irrigation économiques en eau était estimée à 898.000 hectares à la fin septembre dernier, contre 75.000 seulement en 2000.

Concernant le foncier agricole, le bilan présenté par M. Hemdani fait état de 184.000 actes de concession délivrés pour un total de 202.000 bénéficiaires de l'opération de transfert du droit d'exploitation, en usufruit, des terres relevant du domaine public de l'Etat au droit de concession, soit une superficie de 2.137.000 hectares sur un total de 2.253.702 hectares concernés par l'opération. Dans le cadre de la mise en valeur des terres agricoles par concession, une superficie globale de 950.000 hectares a été octroyée en faveur de 23.000 exploitants, précise la même source, faisant état de 580.000 hectares confiés à 15.000 exploitants, dont 2800 ont entamé concrètement l'opération de mise en valeur sur une superficie de 150.000 hectares.

Concernant les procédures d'accès à la propriété foncière, 1,17 million d'hectares ont été attribués en faveur de 145.000 bénéficiaires, dont 24 000 ayant obtenus les actes de propriété foncière pour une superficie de 190.000 hectares depuis la promulgation de la loi sur l'accès à la propriété foncière agricole de 1983 (APFA).

Selon les chiffres avancés par le ministre de l'Agriculture, 600.000 hectares de terres agricoles non exploitées ont été récupérées.

MOSTAGANEM

Légère hausse de la production agricole l'an dernier

La wilaya de Mostaganem a enregistré l'année dernière une légère hausse de la production agricole végétale et animale, estimée à 1 pour cent, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Plus de 15,293 millions de quintaux (qx) de diverses variétés maraichères, de viandes blanche et rouge, de miel et de laine ont été produits, en plus de 103 millions de litres de lait et 242 millions d'œufs, a détaillé la DSA.

La contribution de la wilaya de Mostaganem à la production agricole nationale a atteint lors de cette période 3,6 %, soit l'équivalent de 125,8 milliards DA, ce qui lui vaut la cinquième place au niveau national en termes de production agricole et à la 32e place en termes de taux de croissance, a-t-on indiqué.

La production de Mostaganem est constituée de 11,45 millions qx de légumes (3e place au niveau national), dont 5,245 millions qx de pomme de terre (3e au niveau national) et 1,333 million qx d'agrumes (3e au niveau national) et L'arboriculture fruitière à 732.000 qx (9e place) et la viticulture avec 247.000 qx (5e au niveau national). La production céréalière a atteint au cours de la même période 700 000 qx, les fourrages 713 000 qx, les olives 212 000 qx, les tomates industrielles 105.000 qx et les légumes secs 37 000 qx.

En ce qui concerne la production animale, la wilaya de Mostaganem a enregistré, à l'année écoulée plus de 155 000 qx de viandes rouge et blanche, 3.370 qx de laine et 1.420 qx de miel, a-t-on fait savoir.

La wilaya de Mostaganem compte augmenter sa production de 20 millions de litres de lait par an après l'entrée en exploitation de nouveaux investissements agricoles dans le bassin de Hassiane (33 projets), qui devront accueillir 4.000 vaches laitières et créer 2.800 nouveaux emplois. Elle mise également sur l'augmentation des surfaces agricoles irriguées de 40.000 ha actuellement à plus de 60.000 ha après la réception du périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem et du bassin laitier de la commune de Hassiane, qui a nécessité une enveloppe financière dépassant 7,5 milliards DA.

Pour rappel, le secteur agricole dans la wilaya de Mostaganem fournit plus de 80.000 emplois permanents et 7.500 emplois saisonniers qui exploitent 132.000 ha de terres agricoles sur un total de 144.000 ha.

INDUSTRIE

"Soutien aux entreprises qui ne se limitent pas à l'importation des matières premières et des pièces de rechange" (Ait Ali)

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a affirmé, mardi à Alger, qu'un soutien sera accordé aux entreprises industrielles qui ne limitent pas l'économie nationale "au port" et à l'importation des matières premières et des pièces de rechange entre autres produits semi-finis.

Répondant aux questions des députés lors d'une séance de la Commission des finances et du budget de l'APN, consacrée au débat du budget du secteur au titre du projet de loi de finances 2021, le ministre a souligné que "l'industrie qui nous renvoie au port ne sera pas favorable au développement".

Lors de cette séance présidée par Ahmed Zeghdar, président de la commission, le ministre a insisté sur l'importance de relancer les unités industrielles et manufacturières, à travers la garantie des conditions nécessaires, et la mise en échec de toute tentative ou politique méthodique visant à les mener à la banqueroute.

"Il existait par le passé une politique visant à mener les sociétés industrielles dans le secteur public vers la faillite, de même que les sociétés productives dans le secteur privé, a-t-il observé.

Les sociétés désirant poursuivre leurs activités sont tenues de mettre en place un plan minutieux de redressement et de refonte pour réorienter l'activité vers la production, en se basant sur les ressources nationales, a précisé le premier responsable du secteur.

Et d'ajouter: "une politique de privatisation de ce genre ne serait pas adéquate, et la privatisation anarchique de la force industrielle du pays n'est pas acceptable".

M. Ferhat Aït Ali Braham a évoqué plusieurs dépassements relevés au cours de sa visite inopinée aux unités industrielles, une visite informelle qu'il a menée sans aviser les walis, citant en particulier l'acheminement de la matière première destinée au recyclage vers d'autres pays pour assurer cette opération, et l'absence préméditée de maintenance des matériels, en sus de la coupure anarchique de la ressource hydrique destinée à certaines structures ayant enregistré des pertes colossales en termes d'équipements.

Selon le ministre, plus de 60 entreprises activant dans plusieurs secteurs appartiennent à une seule personne, le foncier industriel est détourné de sa vocation, et le foncier public de l'Etat hypothéqué pour l'obtention de crédits bancaires et autres.

Le ministre est revenu, en outre, sur les mesures prévisionnelles prises par le secteur en faveur des complexes industriels, dont les propriétaires sont poursuivis en justice, notamment en ce qui concerne la préservation des produits et équipements entreposés actuellement dans le port.

"Certaines de ces entreprises sont actuellement poursuivies en justice", a noté M. Aït Ali Braham relevant que "le secteur ne peut s'immiscer dans le travail de la Justice.

Toutefois, le secteur prendra en charge les marchandises entreposées dans les ports pour assurer la sortie et la préservation des équipements jusqu'à ce que la Justice se prononce à leur égard, et ce dans le cadre de la responsabilité morale du secteur", a-t-il expliqué.

Le ministre a souligné que le secteur s'attelle actuellement au tri de ces entreprises ayant des actifs et des chiffres d'affaires et en mesure de reprendre l'activité sans recourir aux ports pour l'importation.



"Nous ne pouvons continuer dans la même activité pour laquelle nous poursuivons d'autres en Justice.

La loi leur permet de poursuivre la même activité sans recourir aux importations.

Toutes ces entreprises ont adhéré à de mauvaises politiques dans le passé et le changement exige du temps", a-t-il estimé.

S'agissant du décret exécutif relatif aux conditions et modalités d'exercice de l'activité de construction-automobile qui concerne tous les types de véhicules, ainsi que le cahier de charges relatives aux activités des concessionnaires, le ministre a rappelé qu'il figurait sur le Journal officiel publié le 19 août 2020 et définissant toutes les conditions.

Le portail numérique du ministère de l'Industrie qui permet aux concessionnaires de déposer leurs dossiers a été mis à leur disposition depuis le 10 septembre 2020.

A ce jour, 180 dossiers ont été déposés dont 35 dossiers pour la construction automobile et le reste concernant des importateurs potentiels.

Répondant à l'intervention d'un député, le ministre a déclaré que ce cahier de charges convenait à tous et "n'est pas conçue sur mesure pour une catégorie particulière".

Le secteur "ne permettra pas aux opérateurs et concessionnaires-automobile de se servir de l'argent des citoyens pour faire du business et les laisser à leur merci en attente de leurs véhicules durant plusieurs mois, comme c'était le cas auparavant", a averti le ministre.

Pour le ministre, "la modification de certains articles juridiques est intervenue pour barrer la route à certaines parties étrangères qui avaient plain pied en Algérie dans le domaine de l'importation et de la commercialisation de voitures et exigeaient un taux d'investissement supérieur à 49/51%".

Concernant l'importation de véhicules d'occasion de moins de 3 ans, le ministre a affirmé que "les textes réglementaires de l'article 110 contenus dans la loi de finances complémentaire 2020 étaient gelés, car ces dispositions, portaient dans le premier alinéa sur les voitures neuves inutilisées, qui sont autorisées à l'importation.

Le deuxième alinéa stipulait qu'il appartenait aux citoyens de se procurer des devises pour importer leurs véhicules, ce qui n'est pas acceptable dans tous les pays du

monde et qui ouvre la voie au blanchiment d'argent".

Le ministre a déclaré que la position du ministère de l'Industrie n'est pas contraignante pour l'Etat algérien et que ce dernier sera libre de l'examiner et de prendre des décisions à ce sujet par tous les membres du gouvernement lors du conseil des ministres.

Selon M. Aït Ali Braham, les prix des véhicules de moins de 3 ans seront plus élevés que ceux des véhicules neufs, en raison de la hausse du prix de l'euro sur le marché parallèle, dans le cas où les concessionnaires seront autorisés à utiliser les devises du marché parallèle pour importer ce type de voitures.

Les véhicules de moins de 3 ans ne seront pas à la portée du simple citoyen, compte tenu de leur valeur financière élevée à l'étranger et des coûts de leur importation, a rappelé le ministre.

Il a averti les concessionnaires qui ont l'habitude de traiter avec des parties à l'étranger en utilisant leurs passeports qu'ils pourraient rencontrer de nombreux problèmes juridiques au niveau des douanes, s'ils importaient des voitures non conformes.

Il a également insisté sur le soutien aux investisseurs qui produisent des pièces de rechange pour le marché intérieur et qui évitent aux usines et aux entreprises le recours à l'importation.

D'autre part, le ministre a révélé que 4 000 biens fonciers industriels ont été récupérés à travers les wilayas du pays, en plus d'autres qui seront récupérés, sans oublier les biens faisant l'objet de contentieux devant la justice.

Dans ce contexte, le secteur prévoit d'inclure un article juridique dans la loi sur le foncier industriel, qui devrait être présenté au Conseil des ministres, puis aux deux chambres du Parlement, ce qui permettra à l'Etat de récupérer le foncier industriel, notamment en ce qui concerne les activités non conformes et les entreprises non productives.

La loi sur le foncier industriel et le décret ministériel définissant l'échelle d'attribution du foncier industriel aux bénéficiaires, qui sera présentée au Conseil des ministres au moment opportun, comprend 65 critères qui clarifient aux investisseurs les modalités de l'obtention d'un bien foncier industriel, a expliqué M. Aït Ali Braham.

INVESTISSEMENT EN AFRIQUE L'édition 2020 du forum africain d'investissement reportée à l'an prochain (BAD)

L'édition 2020 du forum africain d'investissement a été reportée à l'an prochain, en raison de la pandémie de Covid-19, a indiqué la Banque africaine de développement (BAD) dans un communiqué publié sur son site web.

"Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement et les partenaires fondateurs de l'Africa Investment Forum 2020 (AIF) ont approuvé le report de l'événement à 2021 en raison de l'actuelle pandémie de Covid-19", précise la même source.

Ce forum annuel des investisseurs en Afrique était initialement prévu sur trois jours, en novembre, dans la métropole sud-africaine de Johannesburg.

"La décision prise collectivement résulte d'une évaluation attentive de l'impact du Covid-19 et de son évolution, du risque connexe d'une deuxième vague épidémique et de ses répercussions sur les voyages à travers le monde, les investissements ainsi que les règles de distanciation physique", explique l'Institution financière africaine. L'AIF conti-



nuera à assurer son rôle dans la réalisation de nouvelles offres, dans le suivi des investissements et dans l'avancé des opérations de bouclage financier des transactions et la progression des contrats existants à travers ses plateformes numériques innovantes, a fait savoir la BAD. Pour rappel, l'African

Investment Forum dans son édition de 2019, quelque 57 projets d'une valeur totale de 67,7 milliards de dollars ont fait l'objet de discussions.

"Cinquante-deux contrats représentant 40,1 milliards de dollars ont suscité l'intérêt des investisseurs", selon la BAD.

En juillet dernier, les partenaires fondateurs de l'AIF

ont annoncé vouloir renforcer l'engagement des partenariats stratégiques et la mobilisation en faveur des Journées du marché 2021 de l'Africa Investment Forum afin d'aider à "relancer les investissements en Afrique?". Le Forum africain d'investissement s'appuie sur quatre piliers pour atteindre ses objectifs: le contact, l'engagement, la conclusion d'accords et le suivi des investissements.

Les partenaires fondateurs de l'AIF sont la Banque africaine de développement, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la Société financière africaine, la plateforme d'investissement dans les infrastructures Africa50, la Banque islamique de développement, la Banque de développement de l'Afrique australe et la Banque de commerce et de développe-

CHINE Diminution des réserves de devises en octobre

Les réserves de devises de la Chine ont diminué de 3.142,6 milliards de dollars fin septembre à 3.128,0 milliards de dollars fin octobre, selon des données officielles publiées samedi par la banque centrale. Le montant a baissé de 0,46%, soit 14,6 milliards de dollars, par rapport à la fin du mois de septembre, selon l'Administration nationale des changes. Le marché de devise chinois en octobre était en général stable avec les échanges rationnels et ordonnés, a indiqué Wang Chunying, porte-parole de l'administration. Mme Wang a attribué ce recul aux effets combinés de l'épidémie de COVID-19, ainsi qu'aux attentes du marché en matière de politiques monétaires et budgétaires, qui ont fait monter l'indice du dollar et ont causé la baisse des prix des actifs des principales économies sur le marché international financier. Malgré les incertitudes croissantes et la volatilité accrue sur le marché international financier, Mme Wang a indiqué que "l'économie chinoise maintenait un bon élan et une forte résilience". "Le pays intensifiera ses efforts pour forger un nouveau modèle de développement dans les cinq prochaines années et promouvoir le développement durable et sain de son économie sur la base d'une efficacité plus élevée, fournissant ainsi une base solide pour la stabilité des réserves de devises", a-t-elle ajouté.

FRANCE Des fédérations de commerçants demandent l'interdiction du BlackFriday

Quatre fédérations de magasins de centre-ville et centres commerciaux de France ont demandé au gouvernement de restreindre les ventes en ligne "aux seuls produits de première nécessité" et d'interdire le "Black Friday", dans une tribune publiée dans le journal du dimanche. Elles demandent aussi de pouvoir ouvrir les commerces "non essentiels" dès le 12 novembre. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire prévient de son côté qu'une réouverture "ne pourra (...) s'envisager qu'avec de nouvelles règles sanitaires", dans une interview donnée au média hebdomadaire. Il cite en exemples un possible relèvement de la jauge d'accueil, "aujourd'hui de 4 mètres carrés par client", ou un accès aux commerces sur rendez-vous. "Les dispositions prises pour juguler la propagation du virus ne font qu'accroître la scandaleuse inégalité de traitement préexistante entre les commerçants physiques et les marchands du web, au péril des premiers et au profit exclusif des seconds", déplorent la Confédération des commerçants de France (CDF), la Fédération française des associations de commerçants (FFAC), la Fédération nationale des centres-villes "Vitrines de France" (FNCV) et le Conseil national des centres commerciaux (CNCC). Dans cette tribune les rassemblant de manière "inédite", les organisations s'accordent à dire que la fermeture des commerces dits "non essentiels" avantagerait dangereusement les plateformes de commerce en ligne déjà régulièrement accusées de concurrence déloyale, comme Amazon et Alibaba. Ceux-ci, dénoncent les signataires, "redoublent désormais de propagande pour attirer les clients, nos clients" à l'approche de la période des soldes du Black Friday, fin novembre, et de Noël. Ils demandent "l'interdiction immédiate du Black Friday 2020".

Ils appellent aussi à "la fin de l'iniquité structurelle existante entre la communauté des commerçants français et les marchands 100% web", notamment sur les plans de la fiscalité et de l'aménagement du territoire, avec l'"instauration d'un moratoire sur tous nouveaux projets d'entrepôts".

"Prendre Amazon comme bouc émissaire n'est pas la solution: cet acteur ne représente que 20 % du commerce en ligne en France", estime toutefois Bruno Le Maire pour sa part. Pour encourager la numérisation des petits commerces de proximité, le gouvernement prévoit de référencer, à compter de mardi, les solutions existantes sur le site cliquem-commerce.gouv.fr. "Ensuite, chaque commerce fermé administrativement - et qui n'est pas encore numérisé - pourra bénéficier d'une aide de 500 euros pour le faire", souligne M. Le Maire, ajoutant que l'Etat comptait aider financièrement "les communes qui souhaitent développer une plateforme locale d'e-commerce regroupant l'ensemble des commerces de sa ville".

APS

PÉTROLE

La Libye franchit le million de barils par jour (compagnie nationale)

La Compagnie libyenne nationale de pétrole (NOC) a annoncé samedi avoir franchi la barre du million de barils produits par jour, près de deux semaines après la reprise de la production sur tous les champs bloqués pendant des mois.

La NOC "a réussi à élever le taux de production à 1.036.035 barils par jour", a-t-elle annoncé dans un communi-

qué, soit un niveau proche de celui d'avant le blocage (environ 1,2 million de barils par jour).

Ce qui ne l'empêche pas de faire face à de "très grandes difficultés financières" et "un énorme déficit" dans son budget ayant entraîné d'"importantes dettes" et des retards des salaires.

Invoquant des "réticences" et des "entraves" de la part de "certains par-

ties" qu'elle n'a pas nommées, la NOC a dit craindre "ne pas pouvoir maintenir les niveaux actuels de la production".

Le 26 octobre, la NOC, seule entité autorisée à commercialiser le brut libyen, a annoncé la levée de l'état de force majeure - qui permet une exonération de sa responsabilité en cas de non-respect des contrats de livraison - sur le dernier champ pétrolier bloqué.

SOUDAN

3000 barils rajoutés à la production pétrolière journalière prochainement

La société soudanaise du pétrole (Sudapet) s'appête à lancer la production de pétrole sur le champ d'al-Rawat dans l'Etat du Nil blanc, soit 3.000 barils par jour, a déclaré son patron, Aïman Aboujoukh. Cette exploitation qui démarrera

dans deux semaines, se fera via sept puits et portera la production nationale à 64.000 barils par jour, a-t-il avancé. La société espère mener la production du puits à 20.000 barils par jour dès l'année prochaine, si le ministère des Finances met à

disposition les fonds nécessaires à la poursuite des travaux d'exploration et de développement.

Par ailleurs, M. Aboujoukh dit souhaiter le retour des investissements étrangers dans le secteur, après que le pays a été retiré par les Etats-

Unis de sa liste des Etats soutenant le terrorisme.

Cette situation a, pendant longtemps, bloqué les financements internationaux et l'allègement de la dette, dans un contexte de réduction de la production suite à la sécession du Soudan du Sud.

BREXIT

Reprise des négociations commerciales alors que des "différences significatives" persistent

Les négociateurs britanniques et de l'Union européenne reprendront lundi les négociations sur un accord commercial post-Brexit à Londres, selon un communiqué publié samedi par Downing Street, alors que des "différences importantes" subsistent entre les deux parties.

Cette annonce fait suite à un appel entre le Premier ministre britannique Boris Johnson et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, samedi "pour un bilan des progrès des négociations".

"Le Premier ministre a déclaré que, bien que des progrès ont été accomplis au cours des discussions récentes, des différences significatives subsistent dans un certain nombre de domaines, notamment les règles du jeu équitables et la pêche", a indiqué le communiqué.

"Le Premier ministre et la présidente sont convenus que leurs équipes de négociation continueront les pourparlers à Londres la semaine prochaine, à partir de lundi, afin de redoubler d'efforts pour parvenir à un accord", a-t-il poursuivi, ajoutant qu'"ils ont accepté de rester en contact personnel sur les négociations". De son côté, Mme von der Leyen a noté que "des progrès ont été réalisés, mais de grandes différences subsistent". "Nos équipes continueront de travailler dur la semaine prochaine", a-t-elle écrit sur Twitter.

Plus tôt cette semaine, le National Audit Office (NAO), l'organisme de surveillance des dépenses du gouvernement britannique, a mis en garde contre des "perturbations importantes" lorsque la période de transition du Brexit se ter-

minera à la fin de l'année. Quel que soit le résultat des négociations post-Brexit pour un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, il y aura un changement significatif à la frontière en 2021, a déclaré vendredi le NAO.

Le NAO a souligné dans son dernier rapport que si le Royaume-Uni a maintenant quitté l'Union européenne, les préparatifs pour gérer la frontière à la fin de la période de transition restent très difficiles.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont entamé leurs négociations post-Brexit en mars après que Londres a mis fin à son adhésion au bloc le 31 janvier, essayant de conclure un futur accord commercial avant l'expiration de la période de transition du Brexit.

GASTRONOMIE

Ouargla: khobz El-Mella, une tradition culinaire bien ancrée chez les populations nomades

Les populations nomades dans de la région frontalière d'El-Borma (420 km au Sud-est d'Ouargla) restent fortement attachés à leurs traditions ancestrales dans la préparation de "khobz El-Mella", très connu comme "le pain typique du Sahara".

"Khobz El-Mella est une variété de galettes traditionnelles, cuites dans le sable sous les braises appelées localement El-Bougha", a expliqué Abdelkader (éleveur-camelin), rencontré par l'APS dans la localité d'El-Guelta, aux alentours d'El-Borma.

Préparé notamment par des hommes en plein air, ce pain traditionnel nécessite beaucoup d'effort pour son pétrissage à la main jusqu'à ce que la pâte soit homogène et parfaitement souple, a-t-il fait savoir, en précisant que cette phase consiste à mélanger la semoule en lui rajoutant un peu de sel et de l'eau par petites doses jusqu'à obtenir une pâte molle et lisse.

"Il faut abaisser la boule de pâte avec la paume de la main et les bords avec les doigts pour obtenir une grosse galette d'environ 2 cm d'épaisseur", poursuit Abdelkader dans le détail et avec une gestuelle pour bien se faire comprendre.

La pâte est ensuite farcie, le plus souvent avec une sauce tomate épicée avec des légumes, dont l'oignon râpé ou coupé en petits morceaux.

Certains préfèrent déguster "El-Mella" sans farce, a-t-il dit. Au moment où la galette repose, est allumé un feu sur le sable, et une fois ayant bien pris, l'on écarte les braises et on creuse un trou au milieu pour y déposer la galette avant de la recouvrir de sable et de braises pour la faire cuire. Une fois entièrement cuit, le pain est retiré des cendres et rincé avec de l'eau pour enlever les résidus de sable et de cendres, et être ainsi prêt à être servi, notamment avec du malfouf (foie enrobée de graisse et grillé au feu de bois), du méchoui (viande bovine ou cameline) et l'incontournable thé à la menthe ou lait de chamelle, a-t-il ajouté.

La galette est également utilisée dans la préparation de la "Tefouta", la "Taguella" (ou Taghella).

Elle est émietlée dans un plat large et arrosée d'une sauce avec des légumes et des morceaux de viandes (ovine ou cameline), de préférence dans une grande Gassaâ (jatte en bois) pouvant réunir plusieurs personnes, indique Abdelkader.

Ce plat emblématique des populations du Sahara, bédouines, nomades et touarègues est aussi leur nourriture de base.

Plusieurs amateurs de tourisme saharien approchés par l'APS ont mis l'accent sur l'importance de promouvoir le tourisme culinaire, considéré aujourd'hui comme un facteur valorisant les particularités naturelles, patrimoniales et culturelles des régions.

La promotion de l'art culinaire de chaque région est classée au même titre que les autres prestations touristiques, notamment dans les zones Sahariennes.

Cantonnée à son seul statut d'une des importantes zones de l'industrie gazière et pétrolière du pays, la région d'El-Borma, qui repose sur une mer de sable composé de dunes fascinantes du grand Erg oriental, peut devenir une destination touristique de choix, estiment-ils.

Préserver le patrimoine culturel de la région

En dépit de l'insuffisance des ressources financières, des efforts sont consentis par le mouvement associatif à El-Borma, à l'instar de l'association culturelle "El-Assala" (Authenticité) dans le but de préserver le patrimoine culturel de la région, y compris l'art culinaire traditionnel qui mérite aussi d'être remis en valeur, estime le président de l'association, Ali Zengui.

L'accompagnement des artisans, l'organisation d'activités culturelles, dont le festival annuel du dromadaire, ainsi que des sorties scolaires et des animations pédagogiques au profit des élèves, sont parmi les activités principales sur lesquelles a été fondée l'association culturelle El-Assala en 2016, assure M. Zengui.

Il a aussi mis en avant l'impératif d'encourager les efforts menés pour diversifier l'attractivité de l'offre touristique saharienne, en essayant de développer le tourisme de circuit, le tourisme culturel et historique, le tourisme scientifique et écologique et le tourisme de niche. Dans le même contexte, des démarches sont entreprises par la direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) de la wilaya d'Ouargla pour la mise en place d'un Office de tourisme à El-Borma, en plus du renforcement de la mobilité des jeunes et les expériences collectives d'échange et de découverte, selon le chef de service du tourisme à la DTA, El-Ayech Mahdjoubi.

La DTA s'attèle à développer l'activité touristique au niveau de cette région frontalière qui recèle un potentiel touristique remarquable, souligne M. Mahdjoubi qui signale que "la DTA a proposé aussi la création d'un bureau d'orientation et d'information touristique et d'un centre de l'Artisanat et des Métiers".

FORÊTS

Campagne nationale "Un arbre pour chaque citoyen": près de 11,5 millions d'arbres plantés depuis 2019 (Hemdani)

Près de 11,5 millions d'arbres ont été plantés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national de reboisement (PNR) "Un arbre pour chaque citoyen", lancé en 2019, a indiqué samedi à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani.

Ce bilan représente un taux d'avancement de près de 27 % de l'objectif total de la campagne, en l'occurrence 43 millions d'arbustes, selon les chiffres présentés par M.

Hemdani lors d'une séance d'audition par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui s'inscrit dans le cadre du débat du projet de loi de finances pour l'exercice 2021 (PLF 2021).

En matière de mise en valeur des terres forestières, des autorisations d'exploitation des périmètres forestiers ont été



octroyées en vertu d'arrêtés ministériels émis entre 2010 et 2020 dans 31 wilayas pour une superficie totale de 12.716 hectares, a fait savoir le

ministre ajoutant que la superficie effective mise en valeur est estimée à 8.824 hectares, tandis que le nombre de bénéficiaires s'élève à 3.645.

Quant au x forêts récréatives, le bilan présenté fait ressortir pour la période 2017-2019 que le secteur a identifié 259 sites répartis sur 39 wilayas.

Le nombre d'arrêtés effectifs émis à cet effet s'élève à 141, à l'issue desquels 74 forêts récréatives ont été cédées, dont 69 ont été octroyées par décisions des walis de 29 wilayas, a conclu le ministre.

ROUTES

Le dernier tronçon de la voie expresse Ghardaïa et Laghouat ouvert à la circulation

Le dernier tronçon de près de 7 km de la voie expresse de la RN-1 reliant la sorte Sud de la ville de Ghardaïa aux limites administratives de la wilaya de Laghouat a été ouvert dimanche à la circulation au terme de travaux de dédoublement de voies et de modernisation, a-t-on constaté.

Ce tronçon, qui a été mis en exploitation par les responsables des travaux publics de la wilaya, fait partie du segment de 101 km de la voie rapide en cours de réalisation entre Alger et El-Menea, a indiqué à l'APS le Directeur des Travaux publics de la wilaya de Ghardaïa, Ali Tegggar.

Ce segment de la voie expresse, qui doit relier le nord et le sud du pays, s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement du territoire visant à optimiser les conditions de circulation routière et la sécurité des usagers sur cette route en passe de devenir la voie expresse à dimension continentale, "la transsaharienne".

Ce projet structurant, qui constitue un catalyseur du développement durable des wilayas du Sud, aura des retombées positives sur les différents aspects de la vie socioéconomique et un appui au développement de cette région du pays, a

estimé M. Tegggar. L'enjeu de ce chantier d'envergure est la mise à niveau de cet axe routier important en le rendant conforme aux normes des voies expressives "sur le plan géométrique", par l'élargissement de la chaussée avec des accotements de 2 X 2,5 m et l'éradication de la multitude de "point noirs" sur cet axe ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le DTP. L'ouverture de cet axe routier à la circulation tombe à point nommé pour fluidifier la circulation sur la RN-1 et simplifier l'interconnexion entre les villes du nord et le sud du pays, a-t-il ajouté.

Réalisée selon les normes techniques universelles avec des équipements des centres urbains, cet axe routier revêt une importance stratégique pour la wilaya de Ghardaïa, en raison de ses particularités topographiques, et permet de faciliter l'accès aux wilayas du sud, de réduire les frais et durée de transport, notamment des produits agricoles a-t-il noté. Son tracé permet, en effet, de desservir les grands centres de production, les zones industrielles ainsi que les périmètres agricoles.

Les ingénieurs et techniciens de la DTP étaient chaque jour sur le terrain pour superviser les travaux

scindés en plusieurs tranches et confiés à plusieurs entreprises pour un montant estimé à près de 15 milliards de dinars, selon responsables de la DTP. Cette infrastructure routière a nécessité la réalisation de cinq ponts, d'un passage supérieur, de 29 dalots de 7 intersections avec la RN-49 vers Ouargla, la RN-107 vers Brezina (El-Bayadh), le chemin de wilaya 33 vers Guerrara et le chemin de wilaya 147 vers Daya Ben Dahoua.

Le projet, qui constitue l'ultime étape pour la concrétisation de la route express Nord/Sud "épine dorsale" de la dynamique de l'économie nationale et de l'équilibre territorial, doit s'étendre jusqu'à El-Menea sur 260 km.

Dans ce sens les pouvoirs publics viennent de lancer l'étude de modernisation, de renforcement et de dédoublement d'un tronçon routier de la RN-1 sur 260 km entre Ghardaïa et El-Menea, a-t-on fait savoir.

L'étude, qui a été confiée au bureau d'étude "SET-Oran", porte essentiellement sur le dédoublement en 2X2 de la voie de la RN-1 reliant le carrefour giratoire entre la RN-1 et la RN-49 à une trentaine de km de Ghardaïa et la ville d'El-Menea, a précisé Ali Tegggar.

CORONAVIRUS

El Bayadh : fermeture de 285 magasins pour non respect des mesures de prévention contre la Covid-19

Un total de 285 magasins a été fermé dans la wilaya d'El Bayadh pour non respect des mesures préventives de la Covid-19 depuis le début de la pandémie, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du Commerce. Le chef de service protection des consommateurs et répression de la fraude, Mustapha Kati, a indiqué que la fermeture administrative des magasins est intervenue lors de sorties sur le terrain

d'agents de contrôle des inspections du commerce d'El Bayadh, de Labiodh Sidi Cheikh et de Bougtob, en coordination avec les services compétents de la sûreté dans le cadre de la brigade mixte (sûreté et commerce).

Il a souligné que cette procédure légale a touché plusieurs activités à travers différentes communes de la wilaya où les mesures de prévention contre la pandémie de la Covid-19 n'ont pas

été respectées, dont celles du port du masque de protection et le respect de la distanciation physique dans les magasins, faisant savoir que leurs dossiers ont été déferés aux services judiciaires. La direction du Commerce a insisté, en coordination avec les services de Sûreté de wilaya dernièrement, sur la réactivation des mesures de contrôle et de prévention pour faire face à l'épidémie en intensifiant les sorties

sur le terrain pour sensibiliser les commerçants et veiller sur l'application des mesures préventives.

Pour rappel, elle a mobilisé, depuis la déclaration de la pandémie du coronavirus, 30 équipes de contrôle composées de 60 agents, pour veiller au respect des mesures préventives et sensibiliser les commerçants sur la nécessité de contribuer à la lutte contre la propagation du virus.

INDE

La pollution contribue à une augmentation de 13% des cas de Covid-19 à New Delhi

La pollution atmosphérique qui étouffe New Delhi contribue à près de 13% du nombre des cas de Covid-19 dans la capitale indienne, indique un rapport de l'Association médicale indienne (IMA).

"La pollution de l'air endommage la paroi interne des poumons et augmente la gravité de l'infection à Covid-19.

Delhi signale dernièrement plus de 6.000 cas quotidiens de Covid-19 et l'on estime que 13% de cette augmentation est due à la pollution", a fait savoir l'IMA.

La situation s'est aggravée non seulement pour les patients souffrant de maladies respiratoires, mais aussi pour les personnes en bonne santé, souligne le rapport, tout en conseillant aux gens d'éviter les promenades matinales car la pollution est à son apogée à cette heure de la journée.

Un indice de la qualité de l'air (IQA) de plus de 300 points enregistrés ces derniers jours à



Delhi, affecte l'état de santé aussi bien des personnes souffrant de problèmes respiratoires

que les personnes en bonne santé, met en garde le rapport.

L'AMI a également noté que

les personnes âgées et les enfants sont plus susceptibles de développer des infections et des allergies dues au smog.

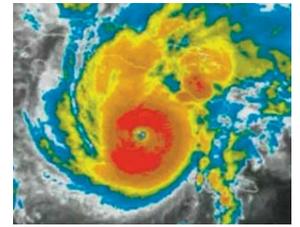
La pollution de l'air en Inde cause annuellement la mort de près de 1,2 million de personnes.

En 2019, l'Inde a dominé la liste des zones urbaines les plus polluées au monde avec 14 sur les 20 premières villes du classement établi par la branche de recherche de la société suisse IQAir.

Parmi les mégapoles de 10 millions d'habitants et plus, la capitale indienne New Delhi était la plus contaminée aux particules fines PM_{2,5}, suivie par Lahore (Pakistan), Dacca (Bangladesh) et Calcutta en Inde.

CUBA

Le centre de Cuba en état d'alerte avant la tempête Eta



La dépression tropicale Eta a gagné en intensité samedi dans la mer Caraïbe, devenant tempête tropicale à l'approche de Cuba, qui a placé en état d'alerte les provinces du centre de l'île.

Après avoir frappé comme ouragan l'Amérique centrale, où elle a fait près de 200 morts ou disparus dans sept pays d'Amérique centrale, la tempête se dirigeait vers Cuba, qu'elle doit toucher samedi soir, et la Floride.

Selon l'Institut cubain de météorologie, Eta se trouvait à la mi-journée samedi à "55 kilomètres au nord des îles Caïmans et à 260 kilomètres au sud/sud-ouest de Trinidad, Sancti Spiritus, à Cuba.

Eta avance rapidement vers l'est/nord-est à raison de 28 kilomètres-heure", avec des vents pouvant atteindre 95 km/h.

"Une intensification progressive est attendue à l'approche de la nuit dans le sud de la région centrale de Cuba, ce qui accentuera les pluies dans une grande partie de l'archipel, qui peuvent être fortes et intenses, y compris dans les zones éloignées du centre" de l'île, a prévenu la Défense civile.

Selon le centre américain de surveillance des ouragans (NHC), "ces pluies peuvent entraîner à Cuba des crues so udaines et des inondations de rivières de manière significative et dangereuse".

La phase d'alerte a été décrétée pour la province de Matanzas (ouest) et celles de Villa Clara, Cienfuegos, Sancti Spiritus et Ciego de Avila (centre).

L'évacuation d'habitants vers des lieux sûrs, avec alimentation et attention médicale, a débuté, ainsi que le drainage de certains bassins d'eau, déjà bien remplis avec cette saison cyclonique (1er juin - 30 novembre) particulièrement active cette année.

En Amérique centrale, Eta a provoqué le plus lourd bilan au Guatemala, avec au moins 150 morts ou disparus, et samedi les secouristes continuaient de chercher des rescapés après le glissement de terrain provoqué par l'ouragan dans le village indigène de Quejia (nord).

Au Honduras, les autorités ont annoncé samedi un bilan d'au moins 23 morts après les fortes inondations.

Eta, qui avait touché terre mardi sur la côte caraïbe du Nicaragua en puissant ouragan de catégorie 4 avec des vents de 140 km/h, s'est progressivement affaibli en passant sur le Nicaragua et le Honduras.

Ses pluies torrentielles ont aussi affecté le Costa Rica, le Panama, le Salvador, ainsi que le Mexique, où les autorités du Chiapas, l'un des Etats les plus pauvres du pays, ont annoncé la découverte d'au moins une vingtaine de morts, pour la plupart emportés par des cours d'eau en crue.

MEXIQUE

Au moins 20 morts après le passage de l'ouragan Eta (autorités)

Au moins 20 personnes ont été tuées dans le sud du Mexique, pour la plupart emportées par le courant des cours d'eau en crue, après le passage de l'ouragan Eta, ont annoncé les autorités.

Une dizaine de corps ont été retrouvés dans une rivière située dans la localité de Chenalho, relevant de l'Etat du Chiapas, à frontalière avec le Guatemala, le pays le plus touché par Eta qui y a causé la mort de quelque 150 personnes, indique le gouvernement régional dans un communiqué.

Les fortes pluies ont également provoqué des glissements de terrain et la coupure d'une vingtaine de routes dans cet Etat à majorité indigène, l'un des plus pauvres du Mexique. Eta, qui avait touché terre mardi en puissant ouragan de catégorie 4 avec des vents de 140 km/h, s'est progressivement affaibli en passant sur le Nicaragua et le Honduras. Ses pluies torrentielles ont aussi affecté le Costa Rica, le Panama et le Salvador. L'ouragan, qui s'est rétrogradé après en dépression tropicale, devait se ren-

forcer au-dessus de la mer des Caraïbes pour menacer dimanche Cuba, ainsi que la Jamaïque, les îles Caïmans et le sud de la Floride.

Le changement climatique provoque une hausse des températures des eaux superficielles des océans, ce qui favorise la formation de cyclones et d'ouragans plus puissants et porteurs de davantage de pluies, particulièrement menaçants pour les populations, selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC).

ESPAGNE

Complotistes et anti-vaccins manifestent à Madrid contre la "dictature" du Covid-19

Des centaines de complotistes et militants anti-vaccins ont manifesté samedi à Madrid le long de la promenade du Prado contre la "dictature" du virus Covid-19 et les restrictions imposées par les autorités espagnoles pour tenter d'endiguer l'épidémie.

"Ils ont besoin de réduire la population" et "ils ont commencé par tuer les vieillards dans les maisons de retraite", a déclaré une manifestante, Chelo Sanchez.

"La peur a pour conséquence une baisse de nos défenses

(immunitaires)", a assuré de son côté une autre manifestante, Maribel Garcia, qui dit ne porter de masque que si son interlocuteur "a peur". Sur certaines pancartes, on pouvait lire des slogans complotistes : "Stop au virus du parti communiste chinois" ou "Covid 1984, complot organisé pour instaurer la dictature", en référence au classique "1984" de George Orwell.

"Nous voulons montrer au gouvernement que nous sommes en total désaccord sur les restrictions qui sont imposées à nos droits", a lancé Sonia

Vescovacci, porte-parole d'un groupe d'agents de police appelé "Des policiers pour la liberté" dans une vidéo postée peu avant le début de la manifestation.

"Il faut arrêter d'utiliser la police et la garde civile pour faire peur aux citoyens", a-t-elle ajouté.

De nombreux manifestants ne portaient pas de masques, pourtant obligatoires.

Des pompiers défilaient également sous le nom "Pompiers pour la vérité et la liberté".

Jusqu'à un tiers de la population de certains pays est suscep-

tible de croire à de fausses informations et à des théories complotistes sur le Covid-19, selon une étude publiée en octobre dans la revue britannique Royal Society Open Science, basée sur des enquêtes d'opinion au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Irlande, au Mexique et en Espagne.

L'Espagne affiche le plus grand nombre de cas dans l'Union européenne après la France, avec plus de 1,2 million de contaminations et près de 37.000 morts, selon les chiffres du ministère de la Santé.

TUNISIE

28 migrants secourus au large de la Tunisie

La Garde nationale maritime tunisienne a secouru samedi au large de l'archipel de Kerkennah (centre-est) 28 migrants, dont sept femmes et un bébé, qui tentaient de rallier l'Europe depuis la Tunisie à bord d'une embarcation de fortune.

Partis dans la nuit de jeudi à vendredi depuis les côtes de Sidi Mansour à Sfax (centre-est), ces migrants, dont 25 sont originaires d'Afrique subsaharienne et trois sont Tunisiens, ont été interceptés au large de Kerkennah, après une panne de leur embarcation, a ajouté le ministère tunisien de la Défense dans un communiqué.

Les migrants, qui ont entre neuf mois et 33 ans, ont été remis aux unités de la Garde nationale au port de Sfax, a ajouté le ministère sans donner plus de détails.

Malgré la crise sanitaire liée à la pandémie de nouveau coronavirus, les émigrations clandestines depuis la Tunisie vers

l'Europe se poursuivent, notamment vers les côtes italiennes où les migrants espèrent trouver travail et perspectives.

Après un pic des départs de Tunisie en 2011, suivi d'une forte chute, le nombre de départs augmente à nouveau depuis 2017 alors que la Tunisie fait face à une progression du chômage.

Depuis le début de l'année 2020 et jusqu'à mi-septembre, 8.581 personnes ont été interceptées alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Europe par la mer depuis les côtes tunisiennes, selon des statistiques du ministère de l'Intérieur.

Parmi elles, 2.104 étaient étrangères.

Le dossier migratoire est l'un des sujets sensibles discutés entre les responsables européens et Tunisiens.

Lors d'une visite en août à Tunis, le ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, a averti qu'il n'y aurait plus de place pour les migrants arrivés illégalement



ment en Italie, après avoir annoncé des opérations de rapatriement des Tunisiens à partir du 10 août.

S A N T É - A L G É R I E

PANDÉMIE - MESURES

Tizi-Ouzou : nouvelles campagnes de désinfection et de sensibilisation

De nouvelles campagnes de désinfection des lieux publics et de sensibilisation des citoyens sur l'importance du respect des gestes barrières contre la pandémie de la Covid-19 seront lancées prochainement à Tizi-Ouzou, indique samedi un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

Ces campagnes visent à faire face à la "recrudescence inquiétante" des cas de contamination au coronavirus dans la wilaya, précise le texte.

Face à cette situation, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, qui a présidé jeudi dernier une réunion de l'exécutif sur la situation épidémiologique dans la wilaya, a ordonné la "réactivation du plan d'urgence, qui a permis à la wilaya de maîtriser la situation", a-t-on ajouté, sans donner de chiffres concernant la situation épidémiologique locale.

Au titre de ce plan d'urgence, qui entrera en vigueur à compter de cette semaine, des campagnes de désinfection des lieux publics, structures de santé, établissements scolaires, mosquées, seront menées en coordination avec les comités de villages et de quartiers, à travers l'ensemble des dairas et des communes, selon le document.

Une vaste campagne de sensibilisation sera également menée à travers différents supports de communication, dont les médias, les réseaux sociaux et des sorties sur le terrain.

S'agissant du relâchement dans le respect des gestes barrières (port de masque, distanciation, désinfection régulière des mains) observé chez certains citoyens, le wali n'a pas exclu le recours à des mesures dissuasives.

Lors de la réunion de l'exécutif, il a été en outre décidé d'acquiescer sur le budget de wilaya des fournitures médicales au profit des établissements de santé, afin de faciliter le travail aux équipes médicales qui font face cette pandémie, a-t-on ajouté.

CORONAVIRUS-PROTECTION

Saïda : réactivation de la cellule d'observation et de suivi

Une décision a été prise pour réactiver, à partir de samedi, la cellule de la wilaya de Saïda chargée d'observation et de suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Cette décision a été prise par le wali, Saïd Sayoud, jeudi dernier lors d'une réunion portant sur l'examen de la situation épidémiologique dans la wilaya et les mesures de protection à prendre face à la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on indiqué.

Lors de cette rencontre, il a été décidé d'élargir les missions de cette cellule de wilaya en intégrant deux représentants du matériel et de la sécurité et les instances administratives ayant un lien avec l'observation de la propagation du virus, à l'instar des directions de la santé et de la population, du commerce, de l'éducation et de la protection civile, a-t-on fait savoir.

Selon la même source, la réactivation de cette cellule intervient suite à une série de mesures prises par le wali, dont l'objectif est de se prémunir contre la propagation du virus, notamment dans les lieux publics.

Les mesures annoncées par la commission de suivi de l'application du protocole sanitaire à travers les établissements éducatifs, de formation et hospitaliers, par tous les moyens matériels et humains, seront accompagnées de sensibilisation sur la prévention contre la pandémie, ont indiqué les services de la wilaya.

ALGÉRIE - CORONAVIRUS

670 nouveaux cas, 254 guérisons et 12 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Six cent soixante-dix (670) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 254 guérisons et 12 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 62.051 dont 670 nouveaux cas, soit 1,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2048 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 42.037, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 9 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 17 n'ayant enregistré



aucun cas, alors que 22 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 63 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COMMERCE

Les masques de protection peuvent être vendus dans les espaces commerciaux sans autorisation préalable

Les masques de protection peuvent être vendus dans les espaces commerciaux sans aucune autorisation préalable des services du ministère du Commerce pour permettre aux citoyens de se procurer plus facilement cet équipement de protection contre le coronavirus, indique samedi un communiqué du ministère.

"Le ministère du Commerce porte à la connaissance de l'ensemble des commerçants, quelles que soient leurs activités, que les masques de protection peuvent être vendus dans leurs espaces commerciaux ainsi qu'en grandes sur-

faces sans aucune autorisation préalable des services du ministère", précise le communiqué publié sur la page Facebook du ministère.

Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du Gouvernement dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, vise à assurer la disponibilité de cet équipement de protection individuelle pour permettre aux citoyens de se le procurer plus facilement et alléger la pression sur les pharmacies, selon la même source.

L'Algérie, comme plusieurs pays dans le monde, enregistre de nouveaux

cas de Covid-19. Vendredi, 631 nouveaux cas confirmés de coronavirus et 13 décès ont été enregistrés.

Lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar, a affirmé que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen davantage de vigilance et le respect des gestes barrières et de la distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19 - STRUCTURES

Oran : réouverture du service de pneumologie de l'EHU d'Oran pour la prise en charge des cas de Covid-19

Le service de pneumologie de l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre" d'Oran, a rouvert ses portes pour prendre en charge les cas de Covid-19, après avoir repris ses activités habituelles depuis plus de deux mois, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Ce service, qui avait pris

en charge pendant des mois les cas de Covid-19, a repris son régime hors Covid au mois d'août après une accalmie de la propagation de la pandémie, a rappelé le chargé de communication à la DSP, Youcef Boukhari.

La recrudescence des cas de contaminations au coronavirus a contraint à recourir de nouveau à ce service, a-t-il fait savoir. Les cas qui pré-

sentent des complications et détresses respiratoires notamment sont en augmentation à Oran, ce qui motive la réouverture de ce service qui a cumulé une expérience importante dans la prise en charge des cas compliqués, a noté M. Boukhari.

Les cas compliqués sont actuellement pris en charge au niveau de l'EHU d'Oran et l'hôpital de la localité de

"Nedjma", qui dispose de 240 lits, entièrement réservés à la prise en charge du Covid-19, a-t-il encore relevé.

La commission de wilaya chargée de la situation du Covid-19 s'est réunie samedi matin et des mesures strictes seront appliquées dès dimanche, notamment en ce qui concerne les transports en commun et les cafés, a fait savoir le même responsable.

EPIDÉMIE - MÉDIA - SOLIDARITÉ

Jijel : radiothon de solidarité au bénéfice des hôpitaux de la wilaya

Un téléthon de solidarité au profit des trois hôpitaux de Jijel, Tahir et El Millia, a été organisé samedi par radio Jijel sous le slogan "notre conscience nous consolide, ensemble nous vaincrons".

Cette initiative de la radio qui intervient avec la recrudescence des cas de la Covid-19 vise à contribuer à mettre les moyens de travail nécessaires à la disposition de "l'armée blanche", a indiqué à l'APS Abdelwahab Zid, directeur de cette radio.

L'élan de solidarité affiché par les citoyens chacun selon ces moyens révèle "l'adhésion du citoyen jijelien avec l'action solidaire", a-t-il ajouté.

De son côté, le wali de Jijel,

Abdelkader Kelkel, qui fut un des hôtes du plateau en direct ouvert à l'occasion a salué l'initiative et l'élan citoyen de solidarité et a annoncé à l'occasion la mobilisation par les services de la wilaya de 3 millions DA pour l'acquisition "courant cette semaine" d'un appareil à fonctionnement automatique au bénéfice du centre de dépistage du Covid-19.

Le responsable local a réitéré le soutien de l'Etat aux staffs médicaux face à la pandémie et a invité les citoyens au "respect des mesures de prévention pour contenir la propagation de l'épidémie".

Le téléthon a suscité durant la seule matinée une large participation de toutes les catégories de la société et



d'Algériens résidant au Qatar dont l'un d'eux a fait don de plus de 2 millions DA.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 1.250.879 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.250.879 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre, selon un nouveau bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 49.910.930 cas d'infections ont été également enregistrés depuis le début de l'épidémie, dont au moins 32.492.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de samedi, 7370 nouveaux décès et 602.036 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 991 nouveaux décès, l'Inde (559) et le Mexique (485).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 237.123 décès pour 9.861.898 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 162.269 décès et 5.653.561



cas, l'Inde avec 126.121 décès (8.507.754 cas), le Mexique avec 94.808 décès (961.938 cas) et le Royaume-Uni avec 48.888 décès (1.171.441 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la

Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 111 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Pérou (106), l'Espagne (83) et le Brésil (76).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 86.212 cas (28 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 4.634 décès (0 nouveau) et 81.168 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 11H00 GMT 411.726 décès pour 11.599.214 cas, l'Europe 304.881 décès (12.549.042 cas), les Etats-Unis et le Canada 247.605 décès (10.120.352 cas), l'Asie 176.524 décès (11.012.350 cas), le Moyen-Orient 64.398 décès (2.730.050 cas), l'Afrique 44.804 décès (1.870.001 cas), et l'Océanie 941 décès (29.927 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

INDE

Plus de 8,5 millions de cas d'infection au total

Le nombre total de cas d'infection au Covid-19 en Inde a atteint 8.507.754 cas dimanche après que 45.674 nouveaux cas ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures, selon les dernières données publiées par le ministère de la Santé.

Avec 559 décès recensés depuis samedi, le nombre de décès liés à la pandémie a atteint 126.121 décès au total, selon la même source. Il y a encore 512.665 cas actifs de Covid-19 en Inde, alors que 7.868.968 personnes ont été guéries jusqu'à présent.

New Delhi a été le théâtre d'une recrudescence des cas de nouveau coronavirus ces derniers jours, son nombre total d'infections ayant franchi la barre des 400.000 mardi.

Il s'agit de la troisième vague de l'épidémie dans cette ville.

Jeudi, le ministre en chef de New Delhi, Arvind Kejriwal, a interdit la mise à feu de pétards à l'approche du prochain festival des lumières de Diwali, qui aura lieu le 14 novembre, afin de contrôler à la fois les niveaux de pollution de l'air et les cas de coronavirus dans la capitale.

BRÉSIL

Plus de 162.000 décès liés au coronavirus

Le Brésil a enregistré 254 décès supplémentaires liés au COVID-19 au cours des dernières 24 heures, ce qui en porte le total dans ce pays à 162.269, a indiqué samedi le ministère de la Santé. Parallèlement, 22.380

nouveaux cas de COVID-19 ont été recensés, pour un total national de 5.653.561, a-t-il ajouté.

Sao Paulo, l'Etat le plus peuplé du pays, a enregistré 39.717 décès et 1.125.936 cas, selon

le ministère. Le Brésil est le deuxième pays au monde après les Etats-Unis à avoir déploré le plus grand nombre de décès dus au COVID-19, et le troisième en termes de cas confirmés, après les Etats-Unis et l'Inde.

FRANCE

La barre des 40.000 décès dépassée

La France a dépassé samedi les 40.000 décès liés au Covid-19 depuis le début de l'épidémie, un cap tragique qui vient s'ajouter à des indicateurs de plus en plus préoccupants, comme l'envolée des contaminations et la tension croissante dans les services de réanimation.

D'après les données publiées samedi par l'agence sanitaire Santé publique France (SpF), 306 morts supplémentaires de malades du Covid-19 ont été recensés dans les hôpitaux ces dernières 24 heures, portant le bilan total à 40.169 morts.

Le décompte quotidien des cas positifs de Covid-19 n'était en revanche pas disponible, après un nouveau record à plus de 60.000 cas la veille, un chiffre qui traduisait une accélération brutale puisque c'est le double des niveaux constatés à la mi-octobre. Les données sur les contaminations sont incomplètes depuis plusieurs jours, du fait d'un embouteillage informatique qui gênait la remontée des résultats de tests.

Des chiffres corrigés seront communiqués lundi, a précisé

samedi SpF sur son site. La pression s'accroît mécaniquement sur les services de réanimation, qui comptaient samedi 4.410 patients, contre 3.721 au début de la semaine. La capacité totale d'accueil a été elle portée de 5.000 à 6.400 lits, avec un objectif à 7.500, qui pourrait encore être relevé à 10.500 lits. La pression sur les services hospitaliers n'en reste pas moins préoccupante, comme témoignent les premiers transferts de patients Covid-19 entre régions françaises, et jeudi et vendredi de malades de la région Grand-Est vers l'Allemagne. En visite auprès des soignants dans la Loire, département où la situation sanitaire est la plus dégradée de France, le Premier ministre Jean Castex a répété samedi que "la meilleure chose est d'éviter que des malades arrivent à l'hôpital, plutôt qu'ils en soient évacués. Et pour ça, il n'y a pas d'autre solution que de respecter strictement le confinement et les gestes barrières". Un message qu'il a également martelé dans un entretien aux quotidiens régionaux du groupe Ebra samedi, déplorant

au passage "une résistance de la part de gens qui veulent se rendre à leur travail et de certaines entreprises qui ne jouent pas le jeu". "La situation est très préoccupante", face à une deuxième vague "très violente", a réaffirmé le ministre de la Santé Olivier Véran devant les députés, qui ont validé samedi dans un vote ultime la prolongation de l'état d'urgence sanitaire. "60.000 (cas) positifs par jour c'est un niveau catastrophique, c'est énorme", a estimé pour sa part Karine Lacombe, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Saint-Antoine, samedi matin sur France Inter.

Dès jeudi, le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, avait jugé impératif de "freiner la propagation du virus vite et fort".

Pour autant, le gouvernement s'est retenu d'imposer de nouvelles restrictions globales. Le ministre de la Santé a notamment exclu vendredi l'idée d'imposer un confinement aux plus vulnérables, notamment les personnes âgées. Le Conseil d'Etat a par ailleurs maintenu samedi l'interdiction des cérémonies

religieuses avec un large public, tout en invitant le gouvernement à clarifier certains points.

Pour s'assurer que les Français confinés ne manqueraient pas de nourriture, le gouvernement a autorisé samedi exceptionnellement les poids lourds de plus de 75 tonnes transportant des denrées alimentaires à circuler dimanche jusqu'à midi. Une dérogation qui sera étendue aux démanieurs et aux transporteurs de colis pour le 11 novembre. Et face aux demandes insistantes dans la communauté médicale de fermeture des lycées et des collèges, et à la colère dans les établissements scolaires face à un protocole sanitaire jugé insuffisant, le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a encouragé les cours à distance pour les lycéens, tout en conservant un minimum de 50% en classe. Enfin, à Paris, pour limiter les concentrations de personnes, la livraison et la vente à emporter par les restaurants et bars, ainsi que la vente et la consommation d'alcool sur la voie publique sont interdites depuis vendredi entre 22H00 et 06H00.

SLOVAQUIE

La deuxième étape du dépistage national entamée

La Slovaquie a lancé samedi la deuxième étape de dépistage du coronavirus à l'échelle nationale, après une première vague de tests qui a révélé plus d'un pour cent de personnes positives sur les 3,6 millions testées.

"Nous avons littéralement trouvé une arme atomique contre le Covid-19", a déclaré vendredi le Premier ministre Igor Matovic aux journalistes, louant le taux de participation élevé lors des tests de la semaine dernière. "Je pense que si nous atteignons un taux de participation de deux millions, nous pouvons tous nous féliciter", a déclaré M. Matovic. Les tests antigéniques donnent des résultats rapides - parfois en quelques minutes - mais ne sont pas considérés comme aussi fiables que les tests PCR, où les

prélèvements nasaux doivent être envoyés à un laboratoire d'analyses. Le week-end dernier, des tests antigéniques ont été effectués sur 3.625 millions de personnes - dont 38.359 personnes, soit 1,06%, se sont révélées positives - dans ce pays de 5,4 millions habitants, membre de l'UE. Samedi, le dépistage a lieu dans 45 des 79 districts de Slovaquie avec le pourcentage le plus élevé de cas positifs. Plus de 2.700 stations de dépistage sont ouvertes entre 08H00 et 20H00 locales. "La situation concernant le nouveau coronavirus s'améliore en Slovaquie", a déclaré vendredi le ministre de la Santé, Marek Krajci, soulignant l'effet positif dû à la mobilité réduite. La Slovaquie a déclaré l'état d'urgence à compter du 1er octobre pour 45 jours. Par la suite, le

gouvernement a adopté un couvre-feu, à quelques exceptions près, qui doit se prolonger également jusqu'au 14 novembre. Les personnes qui n'ont pas participé au test de masse du Covid-19 et qui n'ont pas de test PCR négatif doivent rester isolés jusqu'au 14 novembre, selon une directive du gouvernement. Les personnes sans tests n'ont pas le droit d'aller au travail, mais elles peuvent acheter des produits essentiels ou se rendre dans un établissement de santé. La Slovaquie a connu une forte augmentation des cas de coronavirus ces dernières semaines, bien qu'elle soit toujours inférieure à la moyenne de l'UE. Samedi, 2.579 nouveaux cas ont été enregistrés, portant le chiffre total à 73.667.351 personnes sont mortes du virus en Slovaquie.

ALLEMAGNE

Violences entre manifestants anti-restrictions et forces de l'ordre

Des violences ont éclaté samedi à Leipzig, dans l'est de l'Allemagne, à l'issue d'une importante manifestation contre les restrictions prises face à la pandémie, lorsque des groupes ont "attaqué" les forces de l'ordre qui avaient appelé à la dispersion du rassemblement, a indiqué la police locale.

"Il y a eu de nombreuses attaques contre les forces de l'ordre", a indiqué dans un tweet la police de l'Etat régional de Saxe tandis que les médias diffusaient des images de jets de projectile contre la police à la fin de cette manifestation qui a rassemblé quelque 20.000 personnes, selon la police.

La police a également évoqué sur twitter des jets "d'objets" et de "feux d'artifice", signalant encore que des manifestants avaient forcé un cordon des forces de l'ordre près de la gare centrale de Leipzig.

Des médias ont évoqué la présence parmi les auteurs de trouble de militants néonazis. Les autorités avaient ordonné en fin d'après-midi la dispersion de la manifestation dont les organisateurs exigeaient notamment "la levée immédiate des restrictions aux droits fondamentaux liées aux prescriptions" prises contre le nouveau coronavirus.

La police, présente en nombre, était intervenue à plusieurs reprises par haut-parleurs pour leur enjoindre de porter un masque et de respecter une distance de 1,50 mètres, selon des journalistes.

Des "drapeaux du Reich" allemand en souvenir de l'Empire ayant disparu après la Première guerre mondiale ont été agités dans la foule, selon la chaîne régionale publique MDR.

Elle affirmait également que des militants du parti néo-nazi NPD ont été aperçus parmi les personnes rassemblées.

La Saxe, l'Etat régional dans lequel se trouve Leipzig, est considéré comme un bastion de l'extrême droite allemande qui y réalise depuis plusieurs années ses meilleurs scores.

Les organisateurs, rassemblement de mouvances hétéroclites se définissant comme des "libres-penseurs", sont dans le collimateur des autorités allemandes depuis qu'à la fin août, plusieurs centaines de manifestants avaient forcé des barrières de sécurité pour monter sur les marches du Reichstag, siège de la chambre des députés (Bundestag).

CANCER DE LA PROSTATE A-T-IL UN LIEN AVEC L'ALIMENTATION ?

Et si l'alimentation avait aussi un rôle sur le bon fonctionnement de la prostate ? Une récente étude suggère que le cancer de la prostate pourrait dépendre aussi de l'alimentation.

L'étude se passe à Montréal. Les résultats médicaux de 4000 hommes, examinés entre 2005 et 2012, sont passés au peigne fin par une chercheuse de l'INRS, la professeure Marie-Elise Parent. Elle cherche à comprendre s'il peut y avoir un lien entre cancer de la prostate et alimentation... Et la réponse est plutôt oui, souligne l'étude.

Pour en arriver à cette conclusion, elle a divisé les 4000 profils masculins étudiés en trois catégories alimentaires : saine (essentiellement végétale), occidentale avec sel et alcool, et occidentale avec sucres et boissons (pâtes, pizzas, sodas). D'autre part, elle associe l'âge des sujets, les antécédents médicaux des patients, l'éthnicité mais aussi l'éducation.

ALCOOL ET SEL, SANS LIEN VÉRITABLE AVEC LE CANCER DE LA PROSTATE

Sans véritable surprise, elle s'est aperçue que les hommes ayant une alimentation saine avaient moins tendance à développer un cancer de la prostate. Et que ceux dont l'alimentation était composée de sucre et de boissons gazeuses développaient des cancers de la prostate plus agressifs. Mais contre toute attente, l'alimentation à base de sel et d'alcool (bière et vin) n'a pas permis d'établir un lien clair avec ce type de cancer. Le choix d'un "profil alimentaire", plutôt que d'isoler un ou plusieurs aliments potentiellement à risque, permet de faire des recommandations nutritionnelles

plus globales, à la suite de cette étude.

"Plutôt que de miser sur un aliment miracle, on adopte un profil alimentaire" pour se prémunir d'un cancer de la prostate, a conclu la chercheuse.

CANCER DE LA PROSTATE : FAUT-IL SE FAIRE DÉPISTER ?

Le cancer de la prostate survient tardivement et il a en général une évolution lente. Beaucoup d'hommes concernés mourront donc d'autre chose que de leur cancer. "On estime que 70 % des hommes de 80 ans ont un cancer de la prostate" rappelle le Dr Jean-Baptiste Méric. Pas question, donc, d'aller dépister ces tumeurs chez des patients âgés ! Il en est tout autrement pour des hommes plus jeunes ou des personnes à risques (patients afro-antillais, hommes dont le père ou le grand-père est mort d'un cancer de la prostate...). Pour ceux-là, mieux vaut un dépistage dès 45 ans ; pour les autres, à partir de 50 ans.

1/6 - Pas de dépistage organisé. Le cancer de la prostate ne bénéficie pas d'un "dépistage organisé" comme celui du côlon. Le bilan est réalisé à la demande du patient ou à l'initiative du médecin traitant. Ce dernier passe la main à l'urologue lorsque le dosage de PSA (antigène prostatique spécifique) sécrété par la prostate, est suspect.

2/6 - En cas de PSA élevé, le patient entre dans un parcours d'exa-



mens délicats : toucher rectal, voire biopsies et IRM afin de déterminer s'il y a un cancer, sa localisation, sa taille, son agressivité et décider s'il faut traiter ou pas.

3/6 - PSA élevé n'est pas synonyme de cancer. Sur dix patients ayant un PSA supérieur à 4 - valeur à partir de laquelle les cliniciens passent à l'orange -, trois seulement ont réellement un cancer.

4/6 - Le traitement n'est pas toujours immédiat. Les urologues suggèrent de plus en plus souvent une "surveillance active". Le médecin ne traite pas d'emblée, mais suit le patient régulièrement.

5/6 - Pas d'augmentation du risque. Les études ont montré que la surveillance active n'entraînait aucune "perte de chance", c'est-à-dire que le fait de ne pas traiter immédiatement n'augmentait pas

les risques de développer un cancer plus grave.

6/6 - Une mortalité en baisse. Le cancer de la prostate est le cancer le plus fréquent en France (54 000 cas par an). Mais depuis 2005, la mortalité par cancer de la prostate diminue de 4 % par an. Une baisse que le Pr Thierry Lebret, président de l'Association française d'urologie (AFU), attribue au développement de la mesure du PSA.

MOINS DE SUR-DIAGNOSTICS

Les recommandations de la Haute Autorité de Santé sur le dépistage du cancer de la prostate semblent être écoutées par les Français. Ils sont moins nombreux à avoir subi une ablation de la prostate et un test de dépistage PSA. La France prend le bon chemin pour éviter le sur-diagnostic et le sur-traitement du cancer de la prostate, selon les conclusions d'une étude du bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de l'Institut de veille sanitaire (InVS). En effet, les Français sont moins nombreux à avoir subi une ablation de la prostate et un test de dépistage PSA.

Le cancer de la prostate a été souvent sur-diagnostiqué et sur-traité. En 2009 et 2011, on comptait presque 25 000 les prostatectomies (ablations de la prostate). En 2012, ce chiffre est tombé à 21 800 en 2012 pour atteindre 19 600 en 2014, précise l'étude. Réa-

lisée par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) et des médecins de l'Association française d'urologie, elle dévoile aussi une baisse des dosages annuels du PSA (prostate specific antigen) chez les hommes de plus de 40 ans, qui sont passés de 30% en 2009 à 27% en 2014. Nous apprenons aussi que les biopsies ne touchent plus que 40 000 hommes en 2014 contre 60 000 en 2009.

SUR-DÉPISTAGE ET SUR-TRAITEMENT

Le cancer de la prostate peut être dépisté grâce à un "test sanguin" le test "PSA" qui mesure la concentration d'un antigène prostatique spécifique (PSA) fabriqué par la prostate. Sa présence en quantité plus grande que la normale peut annoncer la présence d'un cancer. Lorsque la quantité de PSA est élevée, une biopsie est réalisée pour confir-



mer (ou non) la présence d'un tumeur.

Mais en 2012, l'assurance maladie s'inquiétait car les Français pratiquaient de manière "massive" le type de dépistage du

cancer de la prostate, alors que la Haute autorité de santé (HAS) estime « que le bénéfice d'un tel dépistage n'est pas démontré en terme de réduction de mortalité globale ».

«Malgré cette recommandation, les fréquences annuelles de dosage du PSA restent encore élevées en France, notamment chez les hommes très âgés (46% des 80 à 84 ans ont fait l'objet d'un dosage de PSA en 2014), malgré l'absence d'intérêt de ce dépistage», affirme l'étude.

Or, le sur-diagnostic n'est pas sans conséquence. En effet, « 10 à 20% des cancers de la prostate détectés à un stade précoce étaient sur-traités en France, soit 3000 à 5000 hommes au total, traités par chirurgie ou radiothérapie, avec des effets secondaires incluant l'impuissance ou l'incontinence», selon une étude de l'Inserm.

Un test urinaire à domicile pour détecter le cancer de la prostate

Des chercheurs britanniques ont proposé un nouveau test pour dépister le cancer de la prostate.

En Angleterre, des chercheurs ont mis au point un nouveau test qui permettrait de dépister plus rapidement et plus simplement le cancer de la prostate.

La méthode ? Uriner dans un petit kit prévu à cet effet baptisé "PUR" (Prostate Urine Risk) détaille la revue BioTechniques.

Habituellement, le dépistage se fait via un toucher rectal, ou encore des analyses sanguines, un examen IRM et une biopsie. Mais ces techniques prennent du temps et peuvent être invasives pour les patients. Les chercheurs ont donc travaillé avec 14 hommes à qui ils ont fait l'examen médical du toucher rectal, ainsi que le test PUR.

EVALUER L'AGRESSIVITÉ DU CANCER

Au final, le test urinaire est plus précis que l'examen physique. Les biomarqueurs sont présents et permettent d'identifier s'il y a des traces d'un cancer de la prostate ou non. Moins d'exams inutiles, plus de confort pour les patients et un moyen aussi d'évaluer l'agressivité du cancer détecté. Il demande aussi moins de travail pour les médecins et plus de facilité à prendre la maladie en amont. L'étude ne précise toutefois pas encore de date de mise sur le marché.

Illustration: JP

21 ÉJACULATIONS PAR MOIS POUR RÉDUIRE LE RISQUE

Les autorités sanitaires britanniques recommandent aux hommes d'éjaculer au moins 21 fois par mois pour réduire le risque de développer un cancer de la prostate.

Il y a quelques mois une étude américaine publiée dans la revue médicale *European Urology* annonçait qu'il y avait un lien important entre le nombre d'éjaculations et le cancer de la prostate. Pour cette étude, les chercheurs de l'université de Boston (États-Unis) avaient suivi près de 32 000 hommes sur une période de 18 ans. Au cours de l'étude, 3839 hommes avaient été diagnostiqués avec le cancer de la prostate, et 384 d'entre eux étaient décédés.

C'est en se basant sur les résultats de cette étude américaine, qui établissait alors que le risque de cancer de la prostate était environ 20% moins élevé chez les hommes qui éjaculaient au moins 21 fois par mois, que les autorités sanitaires britanniques (la NHS) viennent d'encourager les hommes de plus de 40 ans à éjaculer entre 13 et 21 fois par mois. Selon les scientifiques, l'orgasme masculin contribuerait à réduire le nombre de cellules vieillissantes plus fragiles et donc plus à risques de développer un cancer.

La bonne fréquence : entre 13 et 21 éjaculations par mois

Cette étude à grand déploiement présente la preuve la plus solide jusqu'à maintenant sur le rôle bénéfique de l'éjaculation pour prévenir le cancer de la prostate", explique la chercheuse Jennifer Rider, médecin spécialiste de l'école en Santé publique de l'Université de Boston (États-Unis).

Les chercheurs ont ainsi constaté qu'il existait une réduction significative du risque de cancer de la prostate de 10% chez les hommes de 40 à 49 ans déclarant entre 8 à 12 éjaculations par mois, et de 20% chez les hommes rapportant entre 13 à 21 éjaculations, par rapport à ceux qui n'ont éjaculé que 4 à 7 fois au cours la même période.

CELA N'EMPÊCHE PAS LE CANCER, CELA RÉDUIT LES RISQUES

Cette étude rejoint les conclusions des chercheurs de l'université de Montréal qui dévoilaient dans la revue médicale *Cancer Epidemiology* que plus un homme aurait connu sexuellement de



elles, moins il aurait de risque d'être atteint par ce cancer. D'après leurs résultats "lorsqu'un homme a fréquenté plus de 20 femmes dans sa vie, son risque de développer un cancer de la prostate est réduit de 28% (tous types confondus) et celui

de souffrir d'un type de cancer agressif diminue de 19%, comparé à ceux qui n'ont connu qu'une seule partenaire". Le cancer de la prostate est le 1er cancer masculin avec 71 000 nouveaux cas diagnostiqués chaque année en France. Ce cancer concerne

2 ANS DE GAGNÉS AVEC LE DAROLUTAMIDE

Une étude des oncologues de Gustave Roussy démontre que le darolutamide diminue de 59% le risque que le cancer de la prostate ne devienne métastatique ou le risque de décès.

Après un traitement local (radiothérapie, chirurgie ou curiethérapie) et un traitement hormonal qui finit par ne plus fonctionner, les patients atteints d'un cancer de la prostate voient leur taux de PSA repartir à la hausse tandis que la propagation de la maladie n'est pas encore visible à l'imagerie par scanner ou scintigraphie osseuse. "Pour ces patients c'est la double peine ! On leur annonce que le cancer rechute malgré l'hormonothérapie mais qu'ils doivent attendre que la maladie s'aggrave et se dissémine pour recevoir un nouveau traitement" souligne le Pr Karim Fizazi, oncologue spécialisé dans le cancer de la prostate à Gustave Roussy.

UNE ÉTUDE AUPRÈS DE 1500 PATIENTS

Très sensibles aux hormones masculines, les cellules des cancers de la prostate utilisent des andro-



gènes pour se multiplier. Une étude (baptisée ARAMIS) pour tester l'efficacité du darolutamide, un nouvel inhibiteur du récepteur aux andro-

gènes, a donc été menée dans 409 centres anticancéreux de 36 pays. Elle a inclus plus de 1509 hommes atteints d'un cancer de la prostate

non métastatique pour lesquels l'hormonothérapie avait cessé de faire effet.

Dans cette étude, les patients ont été aléatoirement répartis entre le darolutamide et le placebo.

Leur traitement, administré par voie orale deux fois par jour, consistait en 2 comprimés de 300 mg de darolutamide ou l'équivalent en placebo. Les patients étaient revus en consultation d'évaluation toutes les 16 semaines. Le critère d'efficacité était la survie sans apparition de métastases à l'imagerie.

Les résultats de l'étude, publiés dans le *New England Journal of Medicine* montrent que le taux de survie à 3 ans est de 83% pour les hommes traités par darolutamide contre 73% pour ceux du groupe contrôle. Le bénéfice global pour les patients est un gain de près de 2 années supplémentaires sans propagation de la maladie" souligne le Pr Karim Fizazi. L'un des avantages du darolutamide, en plus de son efficacité est aussi sa très bonne tolérance par les patients avec moins d'effets secondaires marqués.

MALI Accord de cessation des hostilités entre Peulhs et chasseurs traditionnels

Un accord pour mettre fin aux hostilités entre les chasseurs traditionnels et la communauté peulh a été conclu au dernier jour d'un forum visant à "réconcilier les communautés" à Niono dans le centre du Mali, ont rapporté dimanche des médias maliens.

Selon l'Agence de presse (Amap), "les chasseurs traditionnels et la communauté peulh ont scellé, samedi, un accord de cessation des hostilités, au dernier jour du forum ouvert jeudi à Niono, à l'initiative du gouvernement de transition malien.

L'accord a été signé par les représentants des deux groupes avec "une forte implication de hautes personnalités nationales", a précisé l'agence, ajoutant que les deux communautés ont décidé de "la cessation de toutes formes de violence, de Farabougou à San".

En outre, le forum a recommandé "d'assurer le désarmement de toute personne possédant illégalement une arme, d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de multiplier les concertations intercommunautaires dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la rencontre, d'impliquer le Haut conseil islamique dans la résolution des crises, d'inviter l'ensemble des communautés du cercle de Niono à créer les conditions de la paix et de l'entente", a indiqué la même source.

Le forum a vu la participation de nombreux acteurs communautaires appuyés par le gouvernement de transition et les autorités locales.

GUINÉE Alpha Condé définitivement proclamé président pour un 3^e mandat

Alpha Condé a été définitivement proclamé samedi président de la Guinée pour un troisième mandat consécutif à l'âge de 82 ans, après des mois d'une contestation qui aura coûté la vie à des dizaines de civils.

La Cour constitutionnelle a rejeté les recours du principal challenger de M. Condé, Cellou Dalein Diallo, et de trois autres des 12 candidats à la présidentielle du 18 octobre. Elle a validé les résultats proclamés par la commission électorale nationale (Céni), qui décerne la victoire à M. Condé dès le premier tour. La Cour juge les recours "mal fondés", déclare "régulier" le scrutin et affirme que M. Condé "a recueilli 2.438.815 voix, soit 59,50%, supérieurs à la majorité absolue", a annoncé son président Mohamed Lamine Bangoura en audience solennelle.

Elle "déclare en conséquence que M. Alpha Condé est élu au premier tour de l'élection présidentielle du 18 octobre président de la République de Guinée", a-t-il ajouté. M. Diallo a obtenu 33,5% des suffrages, selon les chiffres officiels. La décision de la Cour constitutionnelle est sans appel et M. Condé va pouvoir commencer un no uvel exercice de six ans, éventuellement renouvelable une fois. La candidature de M. Condé à sa propre succession a donné lieu à des mois de manifestations et de violences qui ont causé la mort de dizaines de personnes, dans la quasi totalité des civils.

SAHARA OCCIDENTAL Ouverture de consulats dans les territoires sahraouis occupés : chahut médiatique sans incidence juridique (ambassadeur sahraoui en Algérie)

-L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, a qualifié samedi l'ouverture par certains pays de représentations diplomatiques dans les territoires sahraouis occupés, notamment à El-Ayoum, de "chahut médiatique" sans incidence juridique", affirmant qu'il s'agissait d'une violation flagrante du Droit international par le régime marocain.

Dans un entretien au journal Echorouk El-Youmi, l'ambassadeur sahraoui a rappelé, au sujet de l'ouverture par les Emirats arabes unis d'un consulat dans la ville occupée d'El-Ayoum, que "le Sahara occidental est reconnu par l'Union africaine comme un Etat à part entière et est considéré par l'Organisation des Nations Unies comme un territoire non autonome sous occupation marocaine". Aussi, ni le Maroc ni aucun autre Etat ne peut prendre de position en dehors de ce cadre, a-t-il insisté.

A une question sur les implications juridiques de l'ouverture de représentations diplomatiques dans la ville occupée d'El-Ayoum, M. Taleb Omar l'a qualifiée de "chahut médiatique" sans incidence juridique, soutenant qu'"aucun Etat ne peut légitimer l'occupation marocaine".

Selon lui, l'ouverture de consulats et d'ambassades dans des pays occupés est une idée sioniste. Les sionistes, a-t-il dit, ont appuyé et orienté le Maroc pour éterniser les négociations et les vider de leur substance. Concernant la situation à El-Guerguerat et les manifestations pacifiques au niveau de la brèche illégale, l'ambassadeur sahraoui a relevé que le régime marocain avait essuyé un camouflet suite à l'absence de condamnation par les Nations Unies de la fermeture par les manifestants sahraouis de la brèche illégale à El-Guerguerat.

NIGERIA Le Nigeria gèle les comptes bancaires de manifestants anti-police

La banque centrale du Nigeria a procédé au gel des comptes bancaires d'une vingtaine de leaders des manifestations contre les violences policières qui ont secoué le pays en octobre. Les comptes sont gelés "pour une période de 90 jours, en attendant le résultat" d'une enquête sur les responsabilités de leurs titulaires, a indiqué vendredi soir un communiqué de la Banque centrale s'appuyant sur un ordre émis par un tribunal fédéral.

Parmi les personnes visées, figure notamment un des jeunes protestataires qui



"Le Makhzen a beaucoup misé sur une condamnation par le Conseil de sécurité des manifestations pacifiques de la société civile sahraouie à El-Guerguerat, allant jusqu'à établir des contacts avec de nombreux pays à cette fin, mais en vain", a-t-il dit.

Il a ajouté qu'en fait le régime marocain "souffre" de ne pas avoir obtenu de déclaration de l'Onu appelant au retrait des protestataires ou les condamnant, comme ce fut le cas lors des précédentes réunions en 2017, ajoutant que les protestations dans la région d'El-Guerguerat sont menées par des citoyens sahraouis civils et il n'y a pas de forces du front Polisario présentes parmi eux, car l'Armée sahraouie respecte le cessez-le-feu n.1.

Et d'ajouter : "ces protestations pacifiques constituent une

réponse au gel voire aux atermoiements dans la désignation d'un représentant personnel du secrétaire général de l'Onu, ce qui a amené les Sahraouis à se révolter et à poursuivre leurs protestations". Concernant la prolongation du mandat de la Minurso d'une année, sans réaliser rien de concret, le diplomate sahraoui a accusé la France de faire perdurer le conflit, "en défendant le Maroc au sein du Conseil de sécurité international", arguant qu'"à chaque fois qu'une avancée est réalisée pour faire imposer l'application d'une résolution sérieuse et audacieuse pour le règlement de la question sahraouie, la France s'y oppose".

Il a rappelé, en outre, qu'après la signature de la convention de Madrid l'Espagne a renoncé à ses responsabilités envers le peuple sahraoui, notamment son

droit à l'autodétermination, ajoutant que "cette dernière œuvre implicitement à satisfaire l'occupation marocaine au lieu de parachever le processus de décolonisation de ce territoire occupé par le Maroc".

L'Espagne est la force administrante du Sahara Occidental conformément au Droit international, mais elle a renoncé à ses responsabilités, a-t-il observé. Le membre du secrétariat national du Front Polisario, a souligné que le peuple sahraoui ne supporte plus l'attente, affirmant que "la forte mobilisation populaire en Europe et dans les territoires occupés et les vagues de protestation populaires ont placé le monde devant ses responsabilités, le mettant en garde quant à l'impératif de mettre fin au statut quo, d'autant que le Maroc continue le pillage des ressources sahraouies via ce passage qu'il utilise en appui à l'occupation marocaine du Sahara Occidental qui doit prendre fin".

Le régime marocain est poussé à ses derniers retranchements et nous souhaitons une accélération du processus de règlement du conflit au Sahara Occidental, à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination, car le régime marocain œuvre à dénaturer le conflit, et les Sahraouis tendent vers la paix et l'application intégrale et concrète du plan de paix et non à la manière souhaitée par le Maroc et ses alliés.

ETHIOPIE 24 rebelles tués lors d'une opération militaire dans le centre du pays

Une opération militaire menée dans l'Etat d'Oromia, dans le centre de l'Ethiopie, a fait 24 morts parmi les rebelles, a annoncé samedi un responsable éthiopien. Selon Ararsa Merdasa, commissaire de la Commission de police d'Oromia, cité par le média d'Etat Ethiopia Broadcasting Corporation (EBC), 24 rebelles de l'Armée de libération de l'Oromo (OLA) ont été tués dans une opération conjointe des forces de sécurité fédérales et régionales. "Les 24 rebelles de l'OLA morts auraient participé à un récent massacre dans la zone de Wollega, dans la zone de Wollega ouest de l'Etat régional d'Oromia", a-t-il précisé, ajoutant

que 49 autres rebelles de l'OLA ont été capturés lors de l'opération militaire. Dimanche dernier, une attaque armée qui avait touché la zone de Gulliso, dans la zone de Wollega ouest de l'Etat régional d'Oromia, avait fait au

moins 32 morts parmi les civils. Les autorités fédérales ont accusé l'Armée de libération de l'Oromo d'être responsable de l'attaque. L'OLA est une faction dissidente d'un ancien groupe rebelle, le Front de libération de l'Oromo

(OLF). L'OLF a été désigné comme groupe terroriste par le Parlement éthiopien en 2011. Il a toutefois été retiré de la liste des groupes terroristes en juillet 2018 pour faciliter les négociations et favoriser la réconciliation.

SOMALIE 14 terroristes "shebab" tués par l'armée

L'Armée nationale somalienne (SNA) a annoncé samedi avoir tué 14 terroristes du groupe "shebab" et blessé 15 autres lors d'affrontements vendredi dans la région centrale de Gal Gadud. "Nous avons tué 14 terroristes des shebab et blessé 15 autres lors d'affrontements intenses avec les militants", a annoncé Odawa Yusuf Rage, commandant de la SNA, ajoutant que les forces gouvernementales avaient lancé une attaque visant les caches des shebab et infligé des pertes parmi les rangs de ce groupe affilié au réseau terroriste al-Qaïda. Il a assuré que l'armée a réussi à récupérer des armes et des munitions lors de cette offensive.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ETATS UNIS

Après 4 jours de suspens, Biden élu président des Etats-Unis (médias)

Joe Biden a remporté la course à la Maison Blanche face à Donald Trump, ont annoncé samedi les médias américains. Après quatre jours de suspense, le candidat démocrate et ancien vice-président de Barack Obama a été donné vainqueur avec au minimum 273 grands électeurs, grâce à un succès dans l'Etat-clé de Pennsylvanie, selon les grands médias américains dont CNN et le New York Times. Il va devenir le 46e président des Etats-Unis.

Pour la première fois de leur histoire, le pays aura une vice-présidente. Kamala Harris, 56 ans, qui sera aussi la première personne noire à occuper la fonction.

Donald Trump n'a à ce stade pas reconnu sa défaite, et on ignore s'il continuera à contester les résultats en arguant de fraudes, non étayées à ce stade, alors que son propre camp semblait déjà résigné à quatre ans de présidence Biden.

Il est le premier président américain à être privé d'un second mandat depuis le républicain George H. W. Bush en 1992. Quoique dise Donald Trump, la date de la passation de pouvoir est inscrite dans la Constitution: le 20 janvier à midi. D'ici là, les Etats certifieront leurs résultats, et les 538 grands électeurs se réuniront en décembre pour formellement désigner leur président.

"Les autorités américaines sont parfaitement capables d'ex-



pulser les intrus de la maison Blanche", a glissé cette semaine un porte-parole de Joe Biden, Andrew Bates. Joe Biden, qui fut le fidèle vice-président de Barack Obama de 2009 à 2017, avait parié qu'une campagne modérée axée sur les travailleurs redonnerait aux démocrates les clés de la Maison Blanche, et le pari a manifestement payé. Il a repris à Donald Trump trois Etats industriels qui avaient échappé à Hillary Clinton il y a quatre ans: Mi-

chigan, Wisconsin et Pennsylvanie, "le cœur de cette nation", a-t-il dit vendredi soir. Et il avançait samedi M. Trump en Géorgie, dans le Nevada et dans l'Arizona, selon des résultats partiels.

Le dépouillement se prolonge depuis mardi dans ces Etats en raison du volume exceptionnel de bulletins envoyés par courrier, une méthode qui avait été encouragée par le contexte sanitaire. En Pennsylvanie, ces bulletins étaient à

80% en faveur de Joe Biden, ce qui lui a permis d'effacer l'avance initiale du républicain.

Au total, malgré la pandémie, la participation a atteint un niveau record dans l'ère moderne: autour de 66% des électeurs ont voté, selon le US Elections Project. Joe Biden a obtenu plus de 74 millions de voix, contre 70 millions pour Donald Trump, au total dans le pays.

Ce "vote populaire" n'a pas de valeur dans le système électoral américain, mais il renforce, selon les démocrates, la légitimité politique du prochain président. "Le président élu Biden a un mandat fort", a déclaré dès vendredi la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. Mais son pouvoir serait fortement contraint si la chambre haute du Congrès, le Sénat, restait contrôlée par les républicains. Le suspense durera jusqu'au 5 janvier, date du second tour d'une sénatoriale en Géorgie.

Joe Biden a remporté une majorité d'au moins 279 grands électeurs (médias)

Joe Biden a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle aux Etats-Unis par la plupart des médias américains, grâce à sa victoire en Pennsylvanie, qui lui a permis de dépasser le seuil des 270 grands électeurs nécessaires pour ouvrir les portes de la Maison Blanche. En plus de décrocher des bastions traditionnellement démocrates comme New York ou

la Californie, l'ancien vice-président a fait basculer des Etats gagnés par Donald Trump en 2016: le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin et, selon deux médias, l'Arizona. La chaîne Fox News et l'agence de presse américaine Associated Press (AP) ont jugé dans la nuit de mardi à mercredi que le démocrate avait remporté cet Etat de l'Ouest, traditionnellement

républicain, estimant impossible que le président rattrape son retard. D'autres médias, comme le New York Times ou CNN, préfèrent attendre pour attribuer la victoire. En face, le président est pour l'instant crédité de 214 grands électeurs. Et trois Etats américains -- Alaska, Caroline du Nord, et Géorgie -- n'ont pas encore déclaré de vainqueur.

Biden s'engage à être "un président qui rassemble et non pas qui divise"

Joe Biden a remercié samedi les électeurs américains pour lui avoir offert une "victoire convaincante" et s'est engagé à être "un président qui rassemble et non pas qui divise".

Le démocrate, qui a battu Donald Trump à l'issue d'une campagne très acrimonieuse, a appelé les Américains à ne plus traiter leurs "opposants comme des ennemis". Il est "temps de guérir l'Amérique", a-t-il lancé devant des centaines de partisans réunis dans son fief de Wilmington, dans l'Etat du Delaware. "Voyons-nous, parlons-nous", "donnons nous une chance", a-t-il insisté dans ce discours de victoire aux accents enflammés.

"J'ai fait campagne pour restaurer l'âme de l'Amérique, re-

construire la colonne vertébrale de cette nation, la classe moyenne, et faire que l'Amérique soit de nouveau respectée dans le monde", a encore dit le président élu. Sans un mot pour son adversaire, l'ancien vice-président de Barack Obama a dit comprendre la "déception" des électeurs de Donald Trump, qui refuse d'admettre sa défaite. "Moi-même, j'ai perdu des élections, mais (...) il est temps de laisser de côté les rhétoriques abrasives, de faire baisser la température", a-t-il déclaré. "Je travaillerai aussi dur pour ceux qui n'ont pas voté pour moi, que pour ceux qui m'ont choisi", a encore promis ce vieux routier de la politique, âgé de 77 ans.

BIRMANIE

Vote pour les législatives, le parti d'Aung San Suu Kyi grand favori

Les Birmans votaient dimanche pour des législatives qui devraient permettre au parti d'Aung San Suu Kyi, très critiquée à l'international pour sa gestion de la crise des Rohingyas mais toujours adulée par une majorité de la population, de conserver le pouvoir. Il s'agit des secondes élections générales depuis 2011, année de la dissolution de la junte au pouvoir pendant un demi-siècle. Chaque électeur se doit d'aller voter pour "écrire sa propre histoire (...)" l'histoire de notre pays", a déclaré sur Facebook Aung San Suu Kyi, 75 ans, implorant la population de se rendre aux urnes malgré la récente flambée de coronavirus.

Avec plus de 60.000 cas confirmés et près de 1.400 décès, la situation du pays au système de santé défaillant est l'une des plus préoccupantes d'Asie du Sud-Est et de nombreuses voix ont exhorté les autorités à reporter l'élection, en vain. Malgré

la pandémie, les files d'attente étaient longues devant plusieurs bureaux de vote de Rangoun où visières, masques et gel hydroalcoolique étaient distribués. En 2015, le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), avait remporté une victoire écrasante. Mais il avait été forcé à un délicat partage du pouvoir avec l'armée qui contrôle trois ministères clés (l'Intérieur, la Défense et les Frontières) et 25% des sièges au Parlement. Le succès de la LND dimanche devrait être plus mitigé. En cause, l'ouverture du champ politique, avec l'apparition de dizaines de nouveaux partis, mais aussi l'échec de "la dame de Rangoun" à conclure la paix avec plusieurs minorités rebelles et son maigre bilan en matière de santé ou de lutte contre la pauvreté. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a dit espérer la tenue d'"élections

pacifiques, ordonnées et crédibles". Toutefois, la légitimité du scrutin est déjà remise en cause. Le vote dans une grande partie de l'Etat Rakhine (nord-ouest), où les violences se sont intensifiées, a été annulé, officiellement pour des raisons de sécurité. Mais, pour certains, c'est aussi un moyen de faire taire les partis ethniques qui étaient susceptibles de l'emporter dans la région. Les quelque 600.000 musulmans Rohingyas restés dans le pays, dont la moitié sont en âge de voter, se voient pour leur part toujours refuser la citoyenneté birmane et ne pourront pas davantage se rendre aux urnes. Au total, près de deux millions de personnes en sont privées dans le pays de 37 millions d'électeurs, des exclusions qui pourraient encore

attiser les violences politiques, mettent en garde les experts.

APS

IRAK

Des centaines de manifestants réclament le départ des troupes américaines

Plusieurs centaines de manifestants ont conquis samedi les Etats-Unis devant la Zone verte de Baghdad, où se trouve leur ambassade, exigeant l'expulsion des troupes de Washington, ont rapporté des médias.

"L'Amérique dehors, Baghdad libre!", "Partez ou on vous sort avec nos roquettes", ont notamment scandé les protestataires, mobilisés par Rabaa Alla, une factions armées.

Les appels à manifester évoquaient "l'occupant américain" à "bouter hors d'Irak", dix mois après qu'une manifestation anti-américaine a tourné à l'émeute, les manifestants encerclant la chancellerie et saccageant l'une de ses entrées.

En janvier, 48 heures après l'assassinat près de l'aéroport de Baghdad du général iranien Qassem Soleimani et de son lieutenant irakien Abou Mehdi al-Mouhandis, des forces au Parlement irakien ont voté l'expulsion des 5.200 militaires américains alors présents sur leur sol.

Le gouvernement de l'époque avait prétexté ne gérer que les affaires courantes. Le cabinet actuel de Moustafa al-Kazimi, nommé en mai, plaide pour donner "trois ans" aux Américains pour quitter le territoire, après être revenus en 2014 combattre le groupe terroriste auto-proclamé "Etat islamique" (EI).

Depuis un an, il y a eu près de 90 attaques notamment à la roquette contre l'ambassade américaine, des bases irakiennes abritant des soldats américains et des convois logistiques de sous-traitants irakiens travaillant pour l'armée américaine.

A la mi-octobre toutefois, elles ont cessé, des factions irakiennes indiquant qu'elles n'attaqueraient plus l'ambassade à condition que Washington annonce le retrait de ses troupes d'ici la fin de l'année.

BOLIVIE

Evo Morales confirme son retour en Bolivie aujourd'hui

L'ex-président socialiste bolivien Evo Morales, réfugié en Argentine, a confirmé qu'il rentrerait en Bolivie lundi, au lendemain de l'investiture de son dauphin, Luis Arce.

"Après-demain (lundi), dans la matinée (...) je traverserai la frontière" entre l'Argentine et la Bolivie, a déclaré samedi l'ancien chef de l'Etat (2006-2019) lors d'une conférence de presse à Buenos Aires.

"J'espère qu'il n'y aura pas de problèmes juridiques", a ajouté M. Morales, en remerciant le président argentin Alberto Fernandez qui le retrouvera à la frontière "pour des raisons de sécurité".

Le président argentin doit se rendre à La Paz samedi pour assister le lendemain à l'investiture de Luis Arce, élu président de la Bolivie le 8 octobre.

Lundi, M. Fernandez devrait retrouver Evo Morales à la frontière entre l'Argentine et la Bolivie. Ensuite, l'ex-président bolivien souhaite parcourir par la route les 1.000 km qui le séparent de la ville de Chimoré, dans le département de Cochabamba (centre) où il compte arriver le 11 novembre. C'est dans cette région que le premier président indigène de Bolivie a commencé son activité de syndicaliste dans les années 1980, avant d'être élu député.

C'est là aussi qu'il s'était réfugié il y a un an, après sa démission le 10 novembre 2019 alors qu'il venait d'être lâché par l'armée et la police, face aux accusations de fraude lancées par l'opposition lors du scrutin présidentiel d'octobre 2019 où il brigait un quatrième mandat. Il s'était ensuite exilé au Mexique, puis en Argentine. Evo Morales, 61 ans, était visé par un mandat d'arrêt pour "terrorisme", émis sous le gouvernement intérimaire de Jeanine Añez dans le cadre. Mais ce mandat d'arrêt a été levé il y a quelques jours par la justice bolivienne.

APS

PATRIMOINE

La citadelle d'Alger ouvre ses portes aux visiteurs

La citadelle d'Alger, monument historique datant de la fin du XVIII^e siècle, siège du pouvoir politique de la régence d'Alger à la fin de la période ottomane, ouvrira ses portes aux visiteurs à partir de lundi, avec un parcours comprenant les parties restaurées du site, a-t-on appris auprès de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc).

A cette occasion l'office organise une exposition sur les métiers de la restauration utilisés lors des opérations de réhabilitation de ce monument situé sur les hauteurs de la Casbah d'Alger et également connu sous le nom de "Dar Essoltane".

Un parcours de visites guidées des parties restaurées a été élaboré et passe par le quartier des janissaires, le bain des janissaires ainsi que le bastion 5.

Des visites sont programmées tous les jours de 9h00 à 17h00 avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250



DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans, précise l'Ogebc. Les travaux de

construction de la citadelle ont été entamés au XVII^e siècle par les frères Barberousse est devenue

le siège du pouvoir politique en 1816, le site compte le palais du dey, le palais des beys, une mosquée pour le dey et une autre pour les janissaires, des bains, des jardins en plus de structures militaires et fortifications.

Après plusieurs opérations de restauration non abouties, des travaux d'urgence et de sauvegarde de la citadelle ont été entamés en 2005, au niveau de neuf bâtiments du site, avant que les travaux de restauration ne soient engagés en 2011. En 2019 l'Ogebc avançait un taux d'avancement des travaux estimé à 60%.

MUSÉE

Un nouveau parcours prochainement ouvert au musée des antiquités et des arts islamiques

Le musée national des antiquités et des arts islamiques, le plus ancien musée d'Algérie et l'un des plus anciens du continent africain, s'apprête à accueillir ses visiteurs avec l'élaboration d'un nouveau parcours muséal et l'exposition de pièces inédites.

Les visiteurs de ce musée, installé au cœur de la capitale, auront bientôt l'occasion de découvrir un nouveau parcours muséal dans l'aile dédiée aux arts islamiques et qui sera conforme aux dernières évolutions en matière de muséographie.

Le visiteur ainsi que les chercheurs et étudiants pourront trouver toutes les informations utiles sur les pièces exposées et sur différents supports, a indiqué Fatima Ammar, conservatrice du patrimoine et responsable de l'animation, des ateliers et de la communication dans cet établissement. Elle

annonce également l'exposition "prochaine" de nouvelles pièces "issues des collections du musée ou des récentes fouilles archéologiques".

Ce musée bâti au cœur de la ville entre l'École supérieure des Beaux-arts, le musée du Bardo et le parc de la liberté a rouvert ses portes au public au mois de septembre après plusieurs mois de fermeture par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus.

Des mesures de prévention strictes ont été adoptées pour pouvoir accueillir les visiteurs en toute sécurité alors que les visites de groupe scolaires sont toujours suspendues. Entre autres pièces rares que le visiteur pourra découvrir, des "pièces de monnaie de l'époque rostémide et autres dynasties moins connues".

L'aile dédiée aux arts islamiques propose des pièces rares à l'image

du minbar de la mosquée "Djamâa Lekbir" à Alger remontant à l'époque almoravide ou de son Mushaf (exemplaire du saint coran) considéré comme l'un des plus anciens au monde".

D'autres pièces témoignent de l'artisanat de différentes régions d'Algérie en plus de sculptures et céramiques en provenance de Tunisie et du Maroc.

Du côté du musée des antiquités, l'histoire de l'Algérie défile dans les allées d'exposition à travers une multitude de sculptures, de statues, de mosaïques et autres œuvres et ustensiles en plus de témoins de la Grèce antique et de l'Égypte ancienne. L'établissement, dont la construction a été entamée en 1838, propose également des ateliers pour enfants, des concours, des rencontres scientifiques en plus d'ouvrir ces collections aux chercheurs et étudiants.

LIVRE

La ville mexicaine Guadalajara "Capitale mondiale du livre 2022"

Paris- La ville de Guadalajara au Mexique a été désignée "capitale mondiale du livre" pour l'année 2022, un titre accordé à une ville chaque année par l'Unesco en reconnaissance à son engagement dans la promotion des livres et l'incitation à la lecture, indique l'agence onusienne dans un communiqué.

Sur recommandation du Comité consultatif, organe opérant sous l'égide de l'Unesco, Guadalajara a été choisie pour son "projet stratégique" autour du livre, considéré comme un "moyen de stimuler le progrès social", de "combattre la violence" et de

"construire une culture de la paix pour ses citoyens".

Basé sur trois axes stratégiques, le programme proposé par Guadalajara inclut notamment la "reconquête des espaces publics" grâce à des ateliers de lecture dans les parcs et autres lieux disponibles, le lien et la cohésion sociale et le renforcement de l'identité des quartiers grâce aux liens intergénérationnels, aux contes et à la poésie urbaine.

La ville s'engage à mobiliser tous ses espaces dédiés au livre et à la lecture publique comme les bibliothèques, les librairies et

les maisons d'édition indépendantes dans le but de "contribuer à améliorer les politiques de prévention contre la violence".

Ces espaces seront ouverts aux citoyens qui auront accès au livre, considéré comme un "élément clé" de la transformation sociale. Les festivités inscrites dans le cadre "Guadalajara, capitale mondiale du livre 2022" débuteront le 23 avril 2022, à l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur.

Une série d'événements mettant en exergue la littérature, au théâtre, à la musique et à la poésie font partie du

programme de cette manifestation qui célébrera des écrivains latino-américains.

Depuis 2001, vingt-deux villes dont Alexandrie (Égypte), Athènes (Grèce) et Sharjah (Émirats arabes unis) ont été couronnées du titre "capitale mondiale du livre".

Le Comité consultatif de la Capitale mondiale du livre est composé des représentants de l'Union internationale des éditeurs (UIE), de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA), de l'Union internationale des auteurs (IFA) et de l'Unesco.

JOURNALISTE - DÉCÈS

Le journaliste Mahmoud Boussoussa n'est plus



L'ancien journaliste au quotidien "El-Moudjahid", Mahmoud Boussoussa est décédé, a-t-on appris, samedi, auprès du ministère de la Communication Ayant débuté sa carrière professionnelle au journal "El-Moudjahid" en 1969, en tant que rédacteur-journaliste, puis rédacteur en chef, le défunt a formé des générations de journalistes.

Le défunt qui s'est distingué par son dévouement et son perfectionnisme au travail tout au long de son parcours professionnel, a su préserver ses liens forts avec tous ses collègues et le monde de la presse.

Il était également connu pour son amour du métier de journaliste et son accompagnement des journalistes débutants, ce qui lui a valu le qualificatif de "vigilant" au vu de sa révision minutieuse des écrits journalistiques avant leur publication.

Feu Mahmoud Boussoussa qui avait publié, il y a des années, ses mémoires intitulées "Du côté du 20, rue de la liberté", dans lesquelles il a partagé avec les personnes intéressées par le monde de journalisme, 30 années de son expérience sur le terrain en tant que journaliste exerçant au quotidien "El-Moudjahid", ce grand monument de la presse qui a formé des générations de journalistes algériens empreints de professionnalisme et d'esprit nationaliste, a tenté à travers cet ouvrage de relater le quotidien des salles de rédaction.

En cette douloureuse épreuve, le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a adressé "ses condoléances les plus sincères et les plus attristées à la famille du défunt et à la corporation de la presse" qui, a-t-il ajouté, "perd l'une de ses plumes les plus belles et de la première heure, priant "Allah Le Tout-Puissant d'accorder Sa Sainte Miséricorde au défunt et de prêter réconfort et patience à sa famille".

BIENS CULTURELS

Madagascar récupère la couronne du dais royal, plus de 120 ans après



Le Madagascar a récupéré la couronne du dais de la reine Ranavalona III, 123 ans après son transfert en France suite à l'exil de la reine, a indiqué la ministre de la Communication et de la Culture, Lalatiana Rakotondradzafy. Dans une allocution à l'occasion de la réception vendredi de cette couronne à l'aéroport d'Ivato de la capitale, la ministre a affirmé que "le retour de cette pièce royale à Madagascar est une marque de la victoire pour les Malgaches". Pour sa part, l'ambassadeur de France à Madagascar, Christophe Bouchard, a déclaré que "les autorités françaises se réjouissent que cet objet symbolique retrouve aujourd'hui sa place originelle, au sein du Palais de la Reine". "Le Président Emmanuel Macron a répondu favorablement à la demande exprimée en février dernier par le Président de la République de Madagascar à l'occasion de la visite à Tananarive du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean Yves Le Drian.

Ce dernier ainsi que la ministre des Armées ont tout mis en œuvre, en quelques mois, pour que cette remise ait lieu, selon le souhait des autorités malgaches", a notamment déclaré M. Bouchard.

La pièce était considérée comme butin de guerre, tout comme une grande majorité du patrimoine et de l'héritage culturel africain antérieur aux conquêtes coloniales qui se trouvent actuellement dans des musées européens.

TURQUIE - INTERNET Des amendes infligées aux principaux réseaux sociaux

La Turquie a infligé mercredi une série d'amendes aux principaux réseaux sociaux, dont Twitter, Facebook et Instagram, pour le non-respect d'une loi qui renforce le contrôle des autorités sur ces plateformes.

"Une amende de 10 millions de livres turques (près d'un million d'euros) a été infligée aux fournisseurs de réseaux sociaux, dont Facebook, Instagram, Twitter, Periscope, YouTube et TikTok, qui n'ont pas déclaré avoir désigné un représentant à la fin du délai légal", a annoncé sur Twitter Fatih Sayan, vice-ministre des Transports et de l'Infrastructure.

Une loi renforçant considérablement le contrôle des autorités sur les réseaux sociaux est entrée en vigueur en octobre Turquie.

Selon la nouvelle législation, les réseaux sociaux avec plus d'un million de connexions par jour, comme Twitter et Facebook, doivent avoir un "représentant en Turquie et obéir aux tribunaux demandant le retrait de certains contenus sous 48 heures".

En cas de non-respect de ces obligations, les plateformes risquent des amendes pouvant aller



jusqu'à "30 millions de livres turques (près de trois millions d'euros), une interdiction d'avoir des revenus publicitaires et une forte réduction de leur bande passante". La quasi-totalité des géants des réseaux sociaux ont, jusqu'à présent, refusé de

se plier aux mesures prévues par la loi, considérant qu'elle pourrait ouvrir la voie à des "demandes de censure".

Selon Yaman Akdeniz, professeur de droit à l'Université Bilgi d'Istanbul, seule la plateforme russe VKontakte

aurait accepté de désigner un représentant en Turquie.

Twitter et Facebook sont déjà étroitement surveillés par le gouvernement turc et des procès pour "propagande terroriste" ont été intentés sur la base de tweets.

INDE - SATELLITE L'Inde met sur orbite dix satellites d'observation de la Terre



L'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) a mis sur orbite, samedi, avec succès un satellite indien d'imagerie terrestre en sus de neuf autres satellites étrangers.

Le lancement, effectué depuis le Centre spatial Satish-Dhawan (sud-est) a été reporté de 10 minutes en raison de la foudre qui aurait pu endommager l'électronique à bord, fait savoir l'ISRO. Environ 15 minutes après le décollage, le lanceur a mis sur orbite terrestre basse le satellite indien EOS-01 spécialisé dans l'imagerie agricole, la foresterie et la gestion des catastrophes, avant de lancer les neuf autres satellites relevant de la Lituanie, le Luxembourg et les Etats-Unis.

Il s'agit du premier lancement de satellites en Inde après que la pandémie de Covid-19 ait retardé les calendriers de lancement de l'ISRO. En raison de la pandémie de Covid-19 qui a affecté plus de 8,46 millions de personnes en Inde, la galerie d'observation a été fermée lors du lancement et le rassemblement des visiteurs et des médias a été annulé.

L'Inde, dont le programme de lancement de satellites commerciaux a fait ses débuts en 1999 et réputé pour son efficacité bon marché, est en compétition sur ce créneau avec d'autres acteurs internationaux.

AP3

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière
De la Wilaya d'El Oued
N.I.F : 098539019038609

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions des articles 65,72 et 82 du décret Présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des Marchés Publics et des délégations de service public.

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'El Oued, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales deuxièmes fois N°: 11/2020 paru en date du 09/09/2020 dans les quotidiens nationaux An-Naser et DK NEWS du 15/09/2020, et le BOMOP, relatif à la réalisation des lots cités ci-dessous : Après évaluation des offres, Les marches sont attribuées provisoire aux :

Programme	projet	Site	Lot	Entreprises	Montant de l'offre financière après réduction	Débit d'exécution (mois)	Note technique	N.F.F des entreprises	Observation
PROGRAMME 723:LOCS DESTINES EDUCATION	Réalisation d'achèvement de 02/18/723	DEBILA	Lot04:primaire Bilala Bachir						Infructueux
	Réalisation d'achèvement de 02/16/723	SIDI AOUN	Lot06:primaire Lajjal Ali Chaaban						Infructueux
	Réalisation de 02/39/723	BOBBAH	Lot02:primaire Hadj Saad Massoud	Miloudi Fatma	4 805 332,14	03	12/20	298539019038609	L'offre économiquement la plus avantageuse correspondant à l'offre motivée, parmi les offres financières des candidats retenus.
	Réalisation de 02/36/723	DJAMAA	Lot08:primaire Naoui Omer	Zaouché Ali	4 998 901,10	03	12/20	198039010105038	
	Réalisation d'achèvement de 02/26/723		Lot09:primaire Mekadam Nadjet						Infructueux
	Réalisation d'achèvement de 02/14/723			Lot10:primaire Ben Adili Abt Razag					Infructueux
	Réalisation d'achèvement de 03/08/723	EL MEGHATER		Lot01:primaire Belrached Abed Razag01					Infructueux
	Réalisation d'achèvement de 03/19/723	SIDI KHALIL		Lot06:primaire Cite Salama					Infructueux

Les autres candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des leurs candidatures, offres technique et financière sont invités, à se rapprocher des services de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'El Oued dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

La commission des marchés de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'El Oued est compétente pour l'examen de tous recours des soumissionnaires qui droit être introduit dans un délai de dix (10) à compter de la première publication de l'avis d'attribution Provisoire du marché, le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Tipasa

Direction des Equipements Publics

ولاية تيبازة

مديرية التجهيزات العمومية

N°: / 511 / DEP/SSO/2020

رقم: / / م ش ع م ب 2020

Tipaza le تيبازة في

MISE EN DEMEURE N° 01

-Vu le marché N°135 approuve le 21/08/2014 relative aux travaux de réalisation d'une école nationale de trésor à Tipasa.

-Vu l'ODS de démarrage des travaux en date du 21/08/2014.

-Vu le délai d'exécution qui est fixe a 24 mois.

-Vu l'ODS d'arrêt des travaux en date du 08/03/2018 afin de permettre l'intervention de l'entreprise chargée des travaux de climatisation et chauffage centrale.

-Vu l'avancement des travaux de climatisation et chauffage centrale à un stade qui nécessite l'intervention de l'entreprise SPA TRAVOCOVIA pour entamer les travaux du faux plafond.

-Vu mes différents envois vous invitant à vous rapprocher au siège de notre direction pour notifier l'ods de reprise des travaux à savoir :

- mon envoi n° 3231/811/DEP/SSO/2019 en date du 29/10/2019

- mon envoi n° 3658/978/DEP/SSO/2019 en date du 17/12/2019

- mon envoi n° 0002/004/DEP/SSO/2019 en date du 02/01/2020

-Vu l'importance du projet.

La S.P.A TRAVOCOVIA B.P 389 zone industrielle Bordj Bou Arreridj est mise en demeure :

- Se rapprocher au siège de la direction des équipements publics de la wilaya de Tipasa pour la notification de l'ods de reprise des travaux.
- Achevé les travaux dans les délais contractuelles.

Un délai de quarante huit (48) heures vous a été accordée à compter de la date de la réception de cette mise en demeure.

Passé ce délai, des mesures coercitives prévues par réglementation seront prises à l'encontre de votre société.

BADMINTON

Report des tournois internationaux de novembre et décembre prévus en Afrique

La Fédération mondiale de badminton (BWF) a annoncé, dimanche sur son site, le report à des dates ultérieures de plusieurs compétitions internationales dont quatre étaient programmées sur le continent africain durant les mois de novembre et décembre, en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus.

Le premier tournoi est l'Open international du Botswana, initialement prévu à Gaborone du 19 au 22 novembre, et le second concerne l'International de Zambie, qui était programmé à Lusaka du 26 au 29 du même mois.

Pour le mois de décembre, la BWF a reporté les deux tournois de Durban, en Afrique du Sud, qui étaient programmés du 3 au 6 pour les seniors et du 7 au 9 pour les juniors.

Il est à rappeler que l'instance mondiale de badminton avait reporté, pour la même raison, les phases finales de la Thomas et Uber Cup, prévues à Aarhus, au Danemark, en octobre dernier.

L'Algérie, championne d'Afrique en titre, était partante pour la Thomas Cup réservée aux messieurs, alors que c'est l'Égypte qui devait représenter le continent en phase finale de l'Uber Cup, réservée aux dames.

TENNIS DE TABLE

Les travaux du collège technique reportés à une date ultérieure

Les travaux du collège technique national, initialement prévus samedi à Alger, ont été reportés à une date ultérieure suite à la dégradation de la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19, a indiqué la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Une soixantaine de participants étaient attendus à cette rencontre, dont 16 directeurs techniques de section (DTS) des clubs de la division Une, les 28 directeurs techniques des ligues de wilaya affiliées et en activité, les 8 entraîneurs nationaux en exercice des différentes catégories, les 3 directeurs méthodologiques de la FATT et le médecin fédéral, en plus de compétences «avérées» dans la discipline, invitées par l'instance.

Dans son communiqué, l'instance fédérale a saisi l'occasion pour insister sur le strict respect des mesures de prévention et de distanciation physique pour stopper la propagation du virus.

MOTOGP - GRAND PRIX D'EUROPE

L'Espagnol Espargaro sanctionné de trois places sur la grille de départ

Le pilote espagnol Aleix Espargaro, sociétaire de l'écurie Aprilia, a été sanctionné de trois places sur la grille de départ du Grand Prix d'Europe, catégorie MotoGP, pour ne pas avoir respecté des consignes de sécurité lors de la séance de qualification disputée samedi.

Espargaro avait réalisé le 6e temps lors de ces qualifications, mais partira finalement en 9e position lors de la course de dimanche sur le circuit de Valence (Espagne).

L'Espagnol n'avait pas respecté des drapeaux bleus, lui enjoignant de laisser passer un autre concurrent, alors qu'il sortait de la voie des stands. Le départ de la course doit être donné à 14h00 locales (13h00 GMT).

AFROBASKET-2021

L'Algérie déclare forfait pour les éliminatoires (FABB)

Le président de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Rabah Bouarifi, a annoncé dimanche le forfait de l'équipe nationale des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, dont le tournoi est prévu du 27 au 29 novembre à Kigali (Rwanda).

«Nous sommes touchés de plein fouet par le coronavirus (Covid-19). L'entraîneur national (Faïd Billel, ndlr) et quatre joueurs ont été contaminés, sans oublier l'impossibilité des éléments évoluant à l'étranger de rejoindre le pays en raison de la fermeture de l'espace aérien. Nous avons dû annuler le troisième stage prévu jusqu'au 10 novembre pour éviter toute propagation du virus. Tout ça nous a poussés à renoncer à notre participation au tournoi qualificatif de Kigali», a indiqué à l'APS le premier responsable de la FABB.

Le Cinq algérien, dont la dernière participation à l'AfroBasket remonte à 2015, s'était qualifié aux éliminatoires du Championnat d'Afrique 2021 en prenant le meilleur sur le Cap-Vert, lors du tournoi préliminaire disputé en janvier dernier



à Alger. «Nous ne pouvons pas aller au Rwanda avec une équipe décimée. Je suis contre la participation juste pour participer. La préparation a été fortement perturbée. Les joueurs sont loin

de la compétition depuis mars dernier, ça aurait été difficile pour eux face à des sélections coriaces.

Les frais de déplacement nous auraient coûté 900 millions de centimes, je pré-

fère économiser cette somme pour d'autres dépenses», a-t-il justifié. Versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, l'Algérie devait affronter le Nigeria, le Mali et le Rwanda. Le premier tournoi est prévu du 27 au 29 novembre à Kigali, alors que le deuxième est programmé du 14 au 17 février 2021 à Bamako (Mali). Bouarifi a informé que les sélections algériennes des moins de 18 ans filles et garçons manqueraient aussi l'AfroBasket-2020 de la catégorie, prévu en décembre en Égypte, pour le même motif. Avant de conclure : «J'ai pris la décision de fermer jusqu'à la fin du mois le siège de la fédération après la détection de plusieurs cas positifs chez le personnel, à l'image du médecin fédéral et du directeur des jeunes talents».

CYCLISME - ALGÉRIE - DISTINCTION

Les lauréats de la saison 2019 toucheront leurs chèques

Les dix-neuf cyclistes algériens (12 messieurs et 7 dames) ayant obtenu de bons résultats en 2019 recevront des récompenses financières ce dimanche au siège de la fédération, a-t-on appris samedi auprès de cette instance.

Cette remise des récompenses était initialement prévue vendredi, à Staouéli, lors d'une cérémonie organisée spécialement à cet effet, mais la hausse des cas de contamination au coronavirus au cours des derniers jours avait contraint la fédération à y renoncer.

La FAC a préféré opter finalement pour une remise des chèques «sécurisée», et plus respectueuse des conditions sanitaires en vigueur, notamment, en convoquant les lauréats de 2019 individuellement.

Les 19 athlètes concernés par ces récompenses sont les cyclistes sur piste Lotfi Tchambaz, El Khassib Sassane, Ismaïl Lallouchi et Yacine Chalel, ainsi que les cyclistes sur route Youcef Reguigui, Nassim Saïdi, Azzedine Lagab, Hamza Yacine, Mansouri Abderrahmane, Bouzidi Mohamed et Cheblouï Oussama.

A leurs côtés, six dames, qui pratiquent le vélo sur route, en l'occurrence : Houli Nesrine, Aïcha Tihar, Kacimi Lydia, Racha Belkacem

Benouanane, Yasmine Bouzenen et Si-Yacoub Nesrine, alors que les deux derniers lauréats pratiquent le vélo tout terrain (VTT), à savoir : Islam Benramdane chez les messieurs et Yasmine El Meddah chez les dames. Une aide financière destinée à «motiver» ces athlètes, et les «aider dans leur préparation», en vue des importantes échéances internationales à venir.

TENNIS

L'Australien Nick Kyrgios fait des révélations sur sa dépression

Le tennisman australien Nick Kyrgios a reconnu dans un entretien paru dimanche dans le Sunday Telegraph de Sydney qu'il s'était trouvé dans une «situation sombre et solitaire» au cours des dernières années, alors qu'il luttait contre une dépression provoquée par le rythme écrasant du circuit ATP.

«Je ne pense pas que les gens comprennent à quel point le tennis peut être un sport solitaire», a-t-il déclaré, ajoutant que le joueur se retrouve «toujours seul sur le terrain, sans pouvoir parler à qui que ce soit». «Vous devez trouver la solution par vous-même et personnellement, j'ai eu beaucoup de mal avec cet aspect», explique encore le joueur de 25 ans. Son comportement au Masters de Cincinnati en août 2019 lui avait valu une amende de 113.000 dollars, ce qui l'avait ensuite conduit à qualifier l'ATP d'organisation «corrompue» avant de se rétracter.

«Je me souviens de m'être réveillé à Shanghai, il y a un an, il était 16



heures et j'étais encore au lit, les rideaux fermés. Je ne voulais pas voir la lumière du jour», décrit l'actuel 45e mondial, disant avoir été «sérieusement déprimé» par moments dans le passé. «J'avais l'impression que personne ne voulait me connaître en tant que personne, qu'on voyait juste en moi le joueur de tennis pour m'utiliser. Je ne me sentais pas capable de faire confiance à qui que ce soit. C'était un endroit solitaire et sombre», résume Kyrgios. «Beaucoup de gens me met-

taient la pression, je me mettais beaucoup de pression moi-même. J'ai perdu toute joie de jouer et je devenais incontrôlable», ajoute-t-il.

«Je suis devenu dépressif à cause de ce que je pensais devoir être», assure le natif de Canberra, qui a choisi de ne pas prendre part cette année ni à l'US Open, ni à Roland-Garros, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

Kyrgios a d'ailleurs mis en cause certains de ses collègues, dont le N.1 mondial Novak Djokovic, accusés de ne pas prendre la situation suffisamment au sérieux.

Il a profité de cette pause pour s'impliquer dans la collecte de fonds en faveur des victimes des feux de brousse meurtriers de l'été dernier en Australie, ainsi que dans sa fondation pour les enfants défavorisés. «Ca me manque vraiment d'être sur le circuit. Mais je ne vis et ne respire pas le tennis. Il y a d'autres choses que j'aime faire», souligne-t-il.

FOOT-CAN-2021 (QUALIFICATIONS/ GR.H)

Belmadi dévoile une liste de 24 joueurs pour le Zimbabwe

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a dévoilé ce samedi soir une liste de 24 joueurs, en vue de la double confrontation face au Zimbabwe, prévue les 12 et 16 novembre, comptant respectivement pour les 3^e et 4^e journées (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022.

Selon la liste publiée sur le site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF), à noter le retour du défenseur central Djamel Belameri, auteur d'un début tonitruant sous le maillot de l'Olympique Lyon (France), mais également du milieu offensif d'Adam Ounas (Cagliari, Italie). Le néo attaquant de Nîmes olympique (France) Karim Aribi signe en revanche sa première convocation chez les "Verts".

L'équipe nationale, qui restait sur une victoire (face au Nigeria 1-0) et un match nul (face au Mexique 2-2), en matchs amicaux disputés en octobre dernier, accueillera d'abord le Zimbabwe le jeudi 12 novembre au stade olympique du 5-juillet d'Alger (20h00), avant de se déplacer à Harare pour affronter les "Warriors" le lundi 16 novembre (16h00, algériennes). A l'issue de la 2^e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se



qualifient pour la phase finale de la CAN-2021.

LISTE DES 24 JOUEURS CONVOQUÉS :

Gardiens : Rais M'bolhi (Al-Ettifaq, Arabie saoudite), Azzedine Doukha (Al-Raed, Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz, France)
Défenseurs : Mohamed Farés (Lazio de Rome, Italie), Youcef Atal (OGC Nice, France), Aissa Mandi (Real

Betis, Espagne), Djamel Belameri (Olympique Lyon, France), Rami Bensebaini (Borussia Monchengladbach, Allemagne), Mehdi Tahrat (Abha Club, Arabie saoudite), Réda Halaïmia (K Beerschot VA, Belgique).

Milieux : Farid Boulaya (FC Metz, France), Mehdi Abeid (FC Nantes, France), Mehdi Zerkane (Bordeaux, France), Sofiane Feghouli (Galatasaray, Turquie), Adlène Guedioura (Al-

Gharafa, Qatar), Ismaël Bennacer (AC Milan, Italie), Haris Belkebla (Stade brestois, France).

Attaquants : Yacine Brahimi (Al-Rayyan SC, Qatar), Riyad Mahrez (Manchester City, Angleterre), Adam Ounas (Cagliari, Italie), Saïd Benrahma (West Ham, Angleterre), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd, Qatar), Andy Delort (Montpellier, France), Karim Aribi (Nîmes olympique, France).

FOOT - QUALIF CAN-2021

Atal positif au Covid, forfait pour la double confrontation face au Zimbabwe

Le défenseur international algérien de L'EOGC Nice (Ligue 1 française de football), Youcef Atal, testé positif au coronavirus (Covid-19), a déclaré forfait pour la double confrontation face au Zimbabwe, prévue les 12 et 16 novembre dans le cadre des 3^e et 4^e journées (Gr. H) des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022, rapporte dimanche le quotidien Nice-Matin. "Le latéral du Gym a été testé positif au Covid-19 et placé en quarantaine. Il était entré en cours de jeu à Prague (jeudi en Europa League, ndlr)", a indiqué la même source.

Le latéral droit algérien est également forfait pour le derby face à l'AS Monaco, prévu ce dimanche (17h00) dans le cadre de la 10^e journée de championnat. Atal, qui a raté les deux matchs amicaux disputés en octobre dernier face au Nigeria (1-0) et au Mexique (2-2) pour cause de blessure, va devoir patienter pour signer son retour chez les "Verts", lui qui figure sur la liste des 24 joueurs dévoilée samedi soir par la Fédération algérienne



(FAF). L'équipe nationale accueillera d'abord le Zimbabwe jeudi au stade olympique du 5-juillet d'Alger (20h00), avant de se déplacer à Harare pour affronter les "Warriors" le lundi 16 novembre (16h00 algériennes). A la veille de la 3^e journée du groupe H,

l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021.

FOOT - TOURNOI SMAÏL-KHABATOU

Le MC Alger remporte la 1^{re} édition

Le MC Alger a remporté la 1^{ere} édition du tournoi amical de football organisé en hommage à l'ancien entraîneur et défunt Smâil Khabatou, en s'imposant en finale devant le NA Hussein-Dey aux tirs au but 3-1 (2-2 après le temps réglementaire), samedi au stade Ahmed-Falek d'Hydra (Alger).

Les buts du MCA ont été inscrits par Djabou et Frioui, alors que Betrouni et Meftah (sur penalty) ont marqué pour le NAHD. Les quatre réalisations ont été signées en première période. La troisième place du tournoi est revenue au Paradou AC qui a battu, plus tôt dans la journée, la JS Kabylie (1-0). Il s'agit du premier tournoi amical de préparation disputé durant cette intersaison, à une vingtaine de jours du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, dont la première journée est prévue le 28 novembre, précédée une semaine plus tôt par la Supercoupe d'Algérie entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, programmée au stade olympique du 5-Juillet (Alger).

Le PAC bat la JSK (1-0) et prend la 3^e place

Le Paradou AC a pris la 3^e place du tournoi amical de football organisé en hommage à l'ancien entraîneur et défunt Smâil Khabatou, en s'imposant devant la JS Kabylie sur le score de 1 à 0, samedi au stade Ahmed-Falek d'Hydra (Alger). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Benbouali en première mi-temps. La finale du tournoi oppose à partir de 15h45, le MC Alger, club organisateur, au NA Hussein-Dey. Il s'agit du premier tournoi amical de préparation disputé durant cette intersaison, à une vingtaine de jours du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, dont la première journée est prévue le 28 novembre, précédée une semaine plus tôt par la Supercoupe d'Algérie entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, programmée au stade olympique du 5-Juillet (Alger).

FOOT - COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF (TOURS PRÉLIMINAIRES) Tirage au sort aujourd'hui à 11h00

Le tirage au sort des tours préliminaires des compétitions interclubs (Ligue des champions et Coupe de la Confédération) pour la saison 2020-2021 sera effectué lundi à 11h00 (algériennes) au Caire, a indiqué la Confédération africaine de football. Les membres de la commission d'organisation des compétitions interclubs de la CAF participeront au tirage au sort par visioconférence, selon la même source.

Quatre clubs algériens prendront part aux deux compétitions. Il s'agit du CR Belouizdad et du MC Alger en Ligue des champions ainsi que de l'ES Sétif et de la JS Kabylie en Coupe de la Confédération. Pour rappel, la finale de la Ligue des champions 2019-2020 se jouera le 27 novembre à Alexandrie entre deux clubs égyptiens : Al-Ahly et le Zamalek. La Coupe de la Confédération elle a été remportée par les Marocains de Renaissance Berkane pour la première fois de leur histoire aux dépens de Pyramids d'Egypte (1-0).

FOOTBALL - TRANSFERT

Belaïli signe officiellement au Qatar SC

Le meneur de jeu international algérien Youcef Belaïli s'est engagé samedi soir avec le pensionnaire de première division qatarie, le Qatar Sports Club, qui a officialisé son transfert sur les réseaux sociaux. Les détails de la transaction n'ont pas été dévoilés par la formation qatarie, mais d'après certains médias, l'Oranais de 28 ans aurait signé pour deux ans, contre un

chèque de deux millions de dollars. Belaïli s'est engagé en étant libre de tout engagement, lui qui avait quitté son ancien club, le Ahly-Djeddah (Arabie Saoudite), alors que ce dernier semblait vouloir le maintenir dans son effectif pour la nouvelle saison. Ce club avait d'ailleurs affrété un avion spécial pour faire revenir Belaïli en Arabie

Saoudite, alors que l'espace aérien est fermé en raison de la pandémie de nouveau coronavirus. L'ancien "génie" de l'Espérance Tunis était en effet décidé à changer d'air, acceptant même de rester sans club depuis pratiquement le mois de mars dernier, jusqu'à ce que le Qatar SC se manifeste et lui donne l'occasion de relancer sa carrière.

FOOT - CAN-2021 (QUALIFICATIONS/
3^e ET 4^e JOURNÉES)

Adoption du protocole sanitaire pour la reprise de la compétition

Le Comité d'urgence de la Confédération africaine de football (CAF) a validé vendredi les mesures spécifiques pour le déroulement des rencontres des 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun-2021. Ces règles édictées par la Commission d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations, en conformité avec les règles du jeu de la FIFA, portent notamment sur les conditions de tenue des matches, le nombre de remplacements autorisés et les conditions de report ou d'annulation des rencontres, précise l'instance africaine.

Le seul cas prévu par ces mesures, pouvant entraîner une défaite sur tapis vert, serait qu'une équipe ne puisse pas se déplacer avant un match. Toutes les situations non prévues par ces règles spéciales Covid-19 seront considérées comme exceptionnelles et soumises au Comité d'organisation. "Une volonté pour la CAF de privilégier le retour au jeu", explique-t-on de même source.

Selon le protocole adopté par le Comité d'urgence de la CAF, tout match devra être joué si l'équipe compte au moins onze joueurs (dont un gardien de but) et quatre remplaçants.

Dans le cas où une équipe ne peut se rendre sur le lieu du match ou recevoir un match du fait des restrictions de voyage ou autres motifs liés au Covid-19, elle sera considérée comme ayant perdu le match 2-0. Si une équipe ne dispose pas du nombre minimum de joueurs requis, soit onze joueurs (dont un gardien de but) et quatre remplaçants, elle sera aussi considérée comme ayant perdu le match 2-0.

Le nombre de remplacements autorisés est fixé à cinq joueurs par équipe. Chaque équipe bénéficiera de trois opportunités pour effectuer ces remplacements au cours du match. Sur la présence du public, le protocole Covid-19 de la CAF souligne que tous les matches doivent se disputer à huis clos.

Cependant, si le gouvernement de l'Association hôte souhaite la présence de spectateurs, alors la Fédération en question se devra d'obtenir l'approbation de la CAF, indique cette dernière. La capacité maximale du stade sera, dans tous les cas, limitée. En cas de situations exceptionnelles autres que celles mentionnées, la Commission d'organisation sera consultée pour une décision finale.

"L'objectif des mesures d'urgence est d'encadrer la reprise du football sur le continent, en définissant un schéma qui mette un accent sur la protection des acteurs et du jeu. Ces règles spécifiques pourront être revues en fonction de l'évolution de la situation sanitaire dans le monde et en particulier sur le continent africain", conclut l'instance dirigée par Ahmad Ahmad.

FOOTBALL - FRANCE

Di Maria veut terminer son parcours européen au PSG

Auteur d'un match plein contre Rennes (3-0) en Championnat de France samedi soir, l'Argentin Angel Di Maria a rappelé son attachement au PSG, souhaitant terminer son parcours européen à Paris. "Je suis très content, très heureux, j'ai toujours dit que le PSG était un club où il y avait beaucoup d'affection envers moi, du président, des dirigeants, et de tout le monde", a expliqué l'international argentin après la rencontre.

"Je me sens bien et je fais de mon mieux ici. Je l'ai déjà dit, je veux finir ma carrière en Europe à Paris, mais cela ne dépend pas seulement de moi. Cela dépend aussi du club", a ajouté l'Argentin, auteur d'un doublé et d'une passe décisive face aux Bretons. Di Maria, qui vient d'être rappelé en sélection après plus d'une année d'absence, avait rejoint le club parisien en 2015 en provenance de Manchester United.

FOOT COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (TIRAGE AU SORT)

L'ESS et la JSK exemptées du tour préliminaire

Les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, l'ES Sétif et la JS Kabylie, seront exemptés du tour préliminaire de l'épreuve, dont le tirage au sort se déroulera lundi à 11h00 (algériennes) à distance.

Outre les deux formations algériennes, onze autres clubs ne seront pas concernés par les préliminaires et entreranno en lice au premier tour. Il s'agit de l'ES Sahel (Tunisie), de Hilal Obeid (Soudan), de la RS Berkane (Maroc), de Pyramids (Egypte), du Ahly Tripoli (Libye), de San Pedro (Côte d'Ivoire), du GD HCB Songo (Mozambique), d'Orlando Pirates (Afrique du Sud), de l'ESAE FC (Bénin), de Motema Pembe (RD Congo) et de Kampala City (Ouganda).

En Ligue des champions, les deux clubs algériens en lice, à savoir le CR Belouizdad et le MC Alger, seront en revanche concernés par le tour préliminaire. La Confédération africaine de football (CAF) a exempté dix clubs du tour préliminaire, à savoir l'ES Tunis (Tunisie), le TP Mazembe (RD Congo), l'AS Vita Club (RD Congo), Al-



Ahly (Egypte), le Zamalek (Egypte), le Raja Casablanca (Maroc), le WA Casablanca (Maroc), Horoya (Guinée), Sundowns (Afrique du Sud) et Primeira de Agosto (Angola).

Pour rappel, la finale de la Ligue des champions 2019-2020 se jouera le 27 novembre au stade Borj Al-Arab d'Alexandrie entre deux clubs égyptiens : Al-Ahly et le Zamalek.

La Coupe de la Confédération elle a été remportée par les Marocains de Renaissance Berkane pour la première fois de leur histoire aux dépens de Pyramids d'Egypte (1-0).

FOOT - PREMIER LEAGUE

Benrahma (West Ham) passe décisif face à Fulham

L'international algérien de West Ham, Said Benrahma, a contribué à la victoire de son équipe face à Fulham (1-0), en délivrant la passe décisive sur le but victorieux, samedi soir lors de la 8^e journée de Premier League.

Entré en jeu à 20 minutes de la fin de la rencontre pour occuper l'aile gauche de l'attaque de West Ham, Benrahma a été très remuant, mais aussi présent en récupérateur en défense. D'ailleurs, sa fraîcheur physique a beaucoup apporté à l'équipe.

Dans les arrêts de jeu, l'international algérien a réussi à distiller une passe



décisive à l'avant-centre Soucek qui, du plat du pied, a inscrit l'unique but de la rencontre (90'+1). Déjà à la 89^e minute, Benrahma

avait failli ouvrir la marque. Sur une touche entre Cresswell et Diop, l'Algérien se décale dans l'espace, reçoit la balle, se débarrasse de

son vis-à-vis et, dans un angle fermé, essaie de tromper le gardien Areola du pied droit. Le ballon lui revient et tente une seconde fois, mais le cuir est sorti cette fois en corner par le portier de Fulham.

Alors que le match semblait plié, la VAR intervient pour une faute dans la surface de Benrahma, synonyme de penalty pour Fulham (90'+4) que Lookman rate.

Grâce à cette victoire, la 3^e en huit rencontres, West Ham occupe la 11^e position avec onze points, en attendant la suite de la journée dont les matchs sont programmés dimanche.

FOOTBALL-CAF

L'Ivoirien Anouma candidat à la présidence

La Fédération ivoirienne de football (FIF) a annoncé la candidature de son ancien patron, Jacques Anouma, au poste de président de la Confédération africaine (CAF), dont les élections se dérouleront le 12 mars prochain à Rabat, rapporte dimanche la presse locale.

"La FIF a décidé d'accorder son parrainage à M. Jacques Anouma pour l'élection à la présidence de la CAF prévue en mars 2021. La FIF souhaite à M. Jacques Anouma plein succès", indique un communiqué de l'instance ivoirienne.

L'annonce de la candidature d'Anouma (68 ans) intervient

quelques jours après la décision de l'actuel président de la CAF, Ahmad Ahmad, de briguer un second mandat à la tête de l'instance continentale. Augustin Sidy Diallo, président sortant de la FIF, affirme dans ce communiqué que cette décision a été prise suite à des échanges avec Jacques Anouma.

"Le jeudi 5 novembre à sa demande, le président d'honneur de la FIF a été reçu par Augustin Sidy Diallo. A cette occasion, M. Jacques Anouma a fait part de son intention de se porter candidat à la prochaine élection présidentielle de la CAF. Il a souhaité obtenir le parrainage de la FIF", pré-

cise le texte. La candidature de Jacques Anouma en 2013, parrainée par la FIF, n'avait pas été retenue. Elle s'était heurtée aux nouvelles dispositions de la CAF votées en septembre 2012 aux Seychelles et affirmant que "tout candidat aux élections à la présidence de la Confédération africaine de football, outre les compétences nécessaires, devra être ou avoir été membre du comité exécutif de la CAF". Le dépôt des dossiers de candidature, ouvert depuis le 11 septembre, prendra fin jeudi. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier prochain.

SERGIO RAMOS A INSULTÉ ACHRAF HAKIMI

Sergio Ramos s'en est pris à Achraf Hakimi lors de la victoire du Real Madrid face à l'Inter Milan (2-1) en Ligue des Champions. En inscrivant d'une tête croisée le deuxième but du Real Madrid face à l'Inter Milan (2-1), à l'occasion de la troisième journée de Ligue des Champions, Sergio Ramos a atteint la barre des 100 buts avec la Casa Blanca. Mais pendant le match, le défenseur central et capitaine merengue s'est aussi fait remarquer pour ses propos insultants prononcés à l'encontre de son ancien coéquipier, Achraf Hakimi. Sur des images diffusées par la chaîne de télévision Movistar, le diffuseur de la Ligue des Champions en Espagne, on voit Sergio Ramos crier sur le latéral droit de l'Inter Milan après que ce dernier se soit jeté au sol dans la surface. "Lève-toi fis de p***, lève-toi ! Arrête de crier comme un rat", a hurlé le capitaine du Real Madrid.



JAMES RODRIGUEZ EXPLIQUE SON DÉPART !

A la peine au Real Madrid, James Rodríguez a rejoint Carlo Ancelotti à Everton lors du dernier mercato estival. Alors qu'il a retrouvé des couleurs chez les Toffees, l'international colombien a expliqué pourquoi il avait décidé de rejoindre le club basé à Liverpool.

Alors qu'il n'entrait pas dans les plans de Zinedine Zidane, James Rodríguez s'est engagé en faveur d'Everton cet été. Un choix payant puisque l'international colombien s'est totalement relancé dans le club emmené par Carlo Ancelotti. Lors d'un entretien accordé à BT Sports, James Rodríguez a justifié son choix de signer à Everton. Comme l'a indiqué le milieu offensif de 29 ans la présence de Carlo Ancelotti l'a conforté dans son choix de rejoindre les Toffees. « Si l'arrivée de Carlo Ancelotti a fortement influencé ma décision ? J'ai besoin d'avoir un coach qui me connaît, qui sache comment je me comporte sur et en dehors du terrain. Carlo était exactement ce dont j'avais besoin pour rejoindre Everton. Si je suis venu pour Carlo Ancelotti ou le club ? Pour les deux. Ils ont cru en moi quand plus personne ne le faisait. Je serai toujours reconnaissant envers le club et Carlo », a confié l'ancien pensionnaire du Real Madrid.

JOAO FÉLIX EST ENFIN LANCÉ !

Après une première saison difficile à l'Atletico Madrid, Joao Félix a retrouvé son niveau et enchaîne les belles performances ces dernières semaines. Samedi contre Cadix (4-0), l'attaquant portugais a inscrit un troisième doublé en quatre matchs.

Joao Félix a pris son temps. Transféré à l'Atletico Madrid durant l'été 2019 pour un montant colossal de 127 millions d'euros, le jeune attaquant portugais a connu une première saison mitigée avec 9 buts en 36 matchs. Un rendement loin des attentes engendrées par le prix de son transfert. Décisif 10 fois en 10 matchs Depuis le début de l'exercice 2020-2021, les choses ont bien changé. L'international portugais, âgé seulement de 20 ans, semble avoir digéré le poids de son transfert et la méthode Diego Simeone, qui demande toujours un temps d'adaptation. Sans doute profite-t-il aussi du visage plus offensif proposé par l'équipe madrilène cette saison. Samedi, Joao Félix a encore démontré toute l'étendue de son talent avec un festival contre Cadix (4-0). Auteur d'un doublé (8e, 90e), le Lusitanien a également offert une passe décisive à Luis Suarez (51e). Ce qui porte désormais son total à 7 buts et 3 passes décisives en 10 matchs disputés toutes compétitions confondues. «Ce qu'il montre aujourd'hui, c'est plus de régularité. Il est plus cohérent dans son jeu, plus dynamique et il fait beaucoup plus d'efforts. Cela arrive avec le temps», expliquait Simeone après la victoire à Osasuna (3-1) la semaine dernière. L'ancien joueur de Benfica y avait inscrit un doublé également, comme quatre jours plus tôt contre Salzbourg (3-2) en Ligue des Champions. Trois doublés en quatre matchs, on peut dire que Joao Félix est actuellement sur un nuage. «Je ne suis pas surpris, car même à Benfica, il avait montré le genre de joueur qu'il était à un si jeune âge», a déclaré son coéquipier Suarez dans les colonnes de AS. Un duo qui affiche de belles promesses pour la saison de l'Atletico, actuel leader de la Liga.



BAYERN MUNICH : LA DÉCEPTION DE MEUNIER

Thomas Meunier vit mal sa première défaite dans un Klassiker (2-3) avec le Borussia Dortmund. A la fin, c'est toujours le Bayern Munich qui gagne. Toujours aussi affecté par ses résultats sportifs, Thomas Meunier délivre encore un message sur les réseaux sociaux après le Klassiker perdu. Un revers (2-3) au Signal Iduna Park qui fait mal au moral du latéral international belge. "Complètement dégoûté", écrit l'arrière droit du Borussia Dortmund sur ses comptes Twitter et Facebook. Comme chaque année, le BVB domine, fait vaciller les Bavarois mais finit par tomber. Trois points lâchés dans une course au titre déjà difficile.

Cavani, la classe de Fernandes

Critiqué pour ses débuts, l'attaquant Edinson Cavani (33 ans, 3 apparitions et 1 but en Premier League cette saison) a inscrit son premier but en faveur de Manchester United samedi contre Everton (3-1) en Premier League grâce à un cavalier de Bruno Fernandes (26 ans, 7 matchs et 5 buts en Premier League cette saison) au terme d'un contre (voir la vidéo). Déjà auteur de deux buts sur ce match, le milieu offensif portugais aurait certainement pu s'offrir un triplé sur cette action, mais il a préféré la jouer collectif, comme il l'a expliqué après le match. "J'aurais pu frapper pour réaliser un hat trick, mais j'ai vu qu'Edi était seul sur le côté", a souligné le Lusitanien pour BT Sport. Une attitude classe qui va permettre au Matador d'enranger de la confiance.

GRAVE BLESSURE POUR JOSHUA KIMMICH ?

Sorti en première période contre Dortmund, Joshua Kimmich pourrait s'être blessé sérieusement au genou. Un gros coup dur en perspective pour les Bavarois ? Le très polyvalent Joshua Kimmich, élément-clé du onze de Hansi Flick, a dû sortir sur blessure lors du Klassiker. L'international allemand a quitté le terrain en larmes, suite à un mauvais coup reçu au niveau du genou. Les images ont de quoi être inquiétantes, et l'on peut donc craindre une longue absence pour le joueur du Bayern.



ALGÉRIE-FRANCE

M. Djerad reçoit le ministre français de l'Intérieur

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a reçu dimanche à Alger, le ministre français de l'Intérieur, Gérard Darmanin, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. Les échanges qui se sont déroulés au Palais du gouvernement, ont porté sur "les relations bilatérales et les voies et moyens de leur renforcement et diversification", précise la même source.



M. Darmanin souligne la coopération "continue" dans la lutte antiterroriste entre l'Algérie et la France

Le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin, a mis en avant dimanche à Alger la coopération "continue" entre l'Algérie et la France en terme notamment de lutte antiterroriste, relevant que le président français, Emmanuel Macron, restait "très attaché" à la relation entre les deux pays.

"Le président de la République française est très attaché à la relation entre la France et l'Algérie, entre nos deux Etats et nos deux peuples. Je suis venu redire au ministre de l'Intérieur (algérien) la parfaite collaboration de la France sur tous les sujets qui concernent nos deux ministères", a-t-il indiqué à la presse au terme de ses entretiens avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud Le ministre français a souligné la coopération "continue" avec l'Algérie notamment en terme de sécurité, de lutte antiterroriste, ajoutant avoir évoqué les sujets de lutte contre le terrorisme, de lutte contre l'émigration clandestine et de

coopération en matière de sécurité. "Nous avons évoqué les grands sujets qui concernent la grande puissance algérienne ici en Méditerranée, notamment la question libyenne, la question de l'émigration clandestine que l'Algérie subit et à laquelle nous devons répondre, car nous avons des mouvements de population tout au long de cet espace que nous avons en partage", a-t-il dit. Pour sa part, M. Beldjoud a indiqué avoir évoqué avec son homologue les relations bilatérales "distinguées" et les voies et moyens de les améliorer, ajoutant avoir abordé les questions de l'émigration clandestine, les relations entre les deux secteurs notamment la protection civile, la formation professionnelle et l'échange entre les différentes structures des deux départements ministériels. "Globalement, nos visions étaient convergentes sur tous les sujets que nous avons abordés. Nous allons œuvrer à consolider nos relations davantage", a-t-il relevé.

UNIVERSITÉ-DISTINCTION

Pr. Nasreddine Berrached de l'USTO décoré de l'Ordre du Soleil Levant du Gouvernement du Japon

Le professeur Nasreddine Berrached de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB) s'est vu décerner l'"Ordre du Soleil Levant, Rayons d'Or" au nom du gouvernement du Japon pour sa contribution à la promotion des échanges scientifiques entre les communautés scientifiques des deux pays, a-t-on appris samedi du porte-parole de l'USTO. L'annonce a été faite par l'ambassade du Japon en Algérie qui avait souligné que "suite au décret du 3 novembre, Pr. Nasreddine Berrached s'est vu décerner l'Ordre du "Soleil Levant, Rayons d'Or" en sautoir par le Gouvernement japonais lors de l'octroi automnal de décorations de l'année 2020". "M. Berrached a contribué largement à la promotion des échanges scientifiques et à la compréhension mutuelle entre le Japon et l'Algérie", a-t-on souligné dans un communiqué de l'ambassade du Japon en Algérie, faisant savoir qu'une cérémonie de remise de cette distinction sera organisée "très prochainement". Diplômé de l'Université de l'USTO en 1978 en tant qu'ingénieur en électronique, Nasreddine Berrached a poursuivi son cursus à l'Université des sciences et de technologie de Lille (France) pour des études approfondies en 1979 et décrocha en 1982 un diplôme de docteur-ingénieur en électronique. En 1992, il obtint son titre de Docteur d'Ingénierie électronique de l'Institut de technologie de Tokyo (Japon), puis en 1994 un doctorat d'Etat en électronique de l'USTO. Actuellement responsable de la cellule éthique et déontologie à l'USTO et directeur du laboratoire de recherche en systèmes intelligents (LARESIS), le Pr. Berrached a occupé le poste de directeur du département électronique de la faculté de génie électrique et celui de vice-recteur de planification à l'USTO. La coopération algéro-japonaise dans le domaine scientifique est caractérisée à l'USTO, entre autres universités, par le programme "Sahara Solar Breeder" (SSB) dans le cadre du partenariat pour le transfert de technologie. Lancé en 2011, SBB, ou élevage de fermes solaires, a donné lieu à l'étude de faisabilité d'un projet d'envergure de production électrique à partir du Sahara en vue de son acheminement vers le Nord de pays, via les câbles supraconducteurs. Trois établissements algériens sont partenaires de ce programme, à savoir USTO-MB, université Moulay Tahar de Saïda et l'Unité de recherche en énergies renouvelables en milieu saharien d'Adrar. La formation constitue un volet majeur de cet axe de coopération. Des stages académiques au Japon sont organisés chaque année au profit de nombreux chercheurs algériens dans le cadre du SBB.

NOUVEAUX BOURSIERS ALGÉRIENS EN ESPAGNE

Un vol spécial le 14 novembre prochain (ministère)

Le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) porte à la connaissance des nouveaux boursiers algériens, retenus pour l'Espagne au titre de l'année académique 2020-2021, qu'un vol spécial est programmé le samedi 14 novembre 2020 à 10h00, indique samedi un communiqué de ce département. A ce titre, les concernés sont conviés à se présenter audit

ministère, le mardi 10 novembre 2020 à 09h00, pour accomplir les formalités de départ, à savoir le retrait des documents de départ et l'accomplissement des formalités de change, le jour même, ainsi que l'organisation, le lendemain mercredi, par le MESRS du test PCR, précise la même source. Les étudiants habitant en dehors d'Alger seront hébergés, dès le mardi 10 novembre, en

résidence universitaire et ce, jusqu'à leur départ, ajoute la même source, conviant les intéressés à "se munir des documents et des effets personnels essentiels et indispensables à leur voyage", est-il ajouté. Par ailleurs, les boursiers ayant achevé leur formation, à fin octobre 2020, et dont la liste est publiée sur les sites web du MESRS et des Conférences régionales, sont informés qu'un vol spécial de rapatriement sera organisé à partir de Madrid (Espagne), le samedi 14 novembre 2020 à 17h00. L'ensemble des boursiers concernés par cette mesure sont invités à prendre "toutes les dispositions appropriées pour rejoindre Madrid dans les délais requis, aux fins de bénéficier de la formule de rapatriement et d'embarquer à bord du vol spécial organisé avec Air Algérie", conclut le MESRS.

JUSTICE

Cour d'Alger : une peine de 18 ans de prison ferme requise à l'encontre de Mahieddine Tahkout, 12 ans contre Ouyahia et Sellal

Le Procureur général près la Cour d'Alger (chambre pénale) a requis dimanche des peines de 18 années de prison ferme à l'encontre de l'homme d'affaires, Mahieddine Tahkout et 12 années de prison ferme à l'encontre des Ex-Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour des faits liés à la corruption. Le représentant du parquet a également requis une amende de 8 millions de Da à l'encontre de Tahkout, et 3 millions de Da pour chacun des deux accusés, Sellal et d'Ouyahia, avec confiscation de tous leurs biens. Le Procureur général a également requis une peine de dix (10) ans de prison à l'encontre des anciens ministres, Youcef Yousfi, Ammar Ghoul et Abdelghani Zaalane, ainsi qu'une peine de 6 ans de prison ferme contre l'ancien wali de Skikda, Faouzi Belhocine. Concernant la famille du principal accusé, la même juridiction a requis une peine de 8 ans de prison et amende de 8 million de Da à l'encontre de Tahkout Rachid, Tahkout Hamid, Tahkout Billal et Tahkout Nacer avec confiscation de tous leurs biens.

M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de prison ferme et une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a été condamné à 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende.

Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des matériels et l'ex-

clusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouhouareb, en état de fuite, écope d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA. L'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi et l'ancien wali de

Skikda, Faouzi Belhocine ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme. L'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul écope, lui, de 3 ans de prison ferme, tandis que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a été acquitté des accusations retenues contre lui. Le tribunal de Sidi M'hamed avait également ordonné le versement d'un montant de 309 milliards DA à titre de dommage et intérêt.

Affaire Khalifa Bank : ouverture du procès à la cour de Blida

Le procès de l'affaire Khalifa Bank a été ouvert, dimanche, au tribunal criminel près la Cour de Blida, en présence de l'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, ex PDG du groupe Khalifa, outre onze (11) autres accusés, dans un strict respect des mesures préventives de lutte contre la Covid-19, dont la distanciation physique et le port du masque de protection. Selon la présidente de l'audience, le procès de l'affaire Khalifa Bank a été ouvert après la réponse favorable de la Cour suprême au pourvoi en cassation du dernier verdict prononcé en 2015. Tous les accusés dans cette affaire étaient présents à l'audience, exception faite de l'accusé Rehal Amar décédé. Il est également constaté l'absence de nombreux témoins. L'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, actuellement en détention, au même titre que d'autres accusés non détenus, sont poursuivis pour les chefs d'inculpation de "constitution d'association de malfaiteurs", "falsification de documents officiels et usage de faux", "vol en réunion, escroquerie, abus de confiance et corruption", "falsification de documents bancaires", et "banqueroute frauduleuse". Les accusés sont également poursuivis pour "escroquerie" et pour "abus de confiance et abus d'influence". Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khalifa, en juin 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende de un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens, pour "constitution d'une association de malfaiteurs", "vol en réunion et escroquerie" et "banqueroute frauduleuse". Au total, 71 prévenus sont poursuivis dans cette affaire, après le décès de 5 de ceux qui avaient fait appel devant la Cour Suprême des verdicts prononcés en juin 2007, alors que le nombre des témoins dépassait les 300 personnes, outre la partie civile et les victimes. Abdelmoumène Khalifa a été remis à l'Algérie par les autorités britanniques en décembre 2013 "conformément aux procédures légales et aux dispositions de la convention judiciaire" entre l'Algérie et le Royaume-Uni, suite à l'épuisement de tous les recours introduits auprès de la justice du Royaume-Uni et de la justice européenne. A noter, l'Algérie a signé avec la Grande-Bretagne une convention d'extradition, entrée en vigueur en 2007.

Une peine de 3 ans de prison ferme a été requise à l'encontre des cadres du ministère de l'Industrie, Abdelkrim Mustapha et Terra Amine, et l'ancien directeur des domaines de la wilaya d'Alger, Saleh Boualleq. Une peine de 2 ans de prison ferme assortie d'un millions de Da a été requise à l'encontre des autres accusés. Le tribunal de Sidi